

RÉVOLUTION ou GUERRE

#22

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2022



Sommaire

Crise et guerre font rage. L'enjeu du moment... ?

Ne pas laisser l'initiative et la direction des luttes aux syndicats

Situation internationale

Grève au Royaume Uni : pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout et sans attendre

Réponse aux critiques sur notre tract d'intervention dans les luttes au Royaume Uni

La crise du coût de la vie est une crise du capital (CWO-TCI)

Débat au sein du camp prolétarien

Réponse aux commentaires critiques de la TCI sur nos thèses sur la guerre en Ukraine

Correspondance avec le Red Specter Collective (USA)

Débat au sein du camp prolétarien

Critique à la contribution *Capitalisme et démocratie* du précédent numéro

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/3 euros

Sommaire

Crise et guerre font rage. L'enjeu du moment... ?	
Ne pas laisser l'initiative et la direction des luttes aux syndicats	1
Situation internationale	
Grèves au Royaume Uni :	
Pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout et sans attendre	3
Réponse aux critiques à notre tract sur les grèves au Royaume Uni	4
La crise du coût de la vie est une crise du capital (CWO-TCI)	7
Débat au sein du camp prolétarien	
Réponse à la TCI sur ses commentaires sur nos Thèses sur la guerre en Ukraine	12
Correspondance avec le Red Specter Collective (USA)	18
Débat interne	
Critique de la contribution <i>Capitalisme et démocratie</i> parue dans le précédent numéro	24

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Crise et guerre font rage. L'enjeu du moment... ?

Ne pas laisser l'initiative et la direction des luttes aux syndicats

Prosperité et paix ont disparu de la vulgate capitaliste. Et des esprits. Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine, les lignes d'affrontement entre propagande et idéologie bourgeoises d'une part et la théorie et les principes du prolétariat, le marxisme, d'autre part se sont déplacées. Appartient au passé, en tant que bataille **centrale**, le combat pour avertir les rangs prolétariens de l'inéluctabilité de la crise du capital tout comme de la guerre impérialiste. Appartient au passé le combat pour convaincre le camp prolétarien, tout particulièrement ses forces se réclamant de la Gauche communiste, du danger et de la perspective en marche de la Troisième Guerre impérialiste mondiale et de l'alternative historique *révolution ou guerre*. Crise et guerre sont devenues des réalités immédiates annonçant une chute accrue et brutale dans les souffrances et la misère généralisées. Une évidence pour tous. Et même pour la bourgeoisie qui n'essaie même plus de le cacher.¹

Quant aux forces politiques révolutionnaires, seuls les plus sectaires et sclérosés se refusent à prendre acte du réarmement général, des appels à développer l'économie de guerre et de la polarisation impérialiste accélérée de ces six derniers mois². Nul combat central maintenant, nulle urgence y a-t-il, pour convaincre les composantes les plus dynamiques du camp prolétarien, et restées fidèles aux principes du marxisme, de la réalité et de l'actualité de la menace d'une marche à la guerre impérialiste généralisée tout comme de l'alternative historique. Elles en sont convaincues et essaient d'agir en conséquence.

L'affrontement idéologique et politique central s'est déplacé sur le terrain de la confrontation directe entre les classes, sur le terrain des luttes ouvrières **et surtout sur celui de leur conduite, de leur direction politique**. L'enjeu ne tourne même plus autour de la capacité du prolétariat à réagir comme certains pouvaient encore en

douter il y a quelques mois. Tout comme la crise et la guerre devenues réalités dramatiques et sanglantes, tout aussi réelle est la reprise de ses luttes par le prolétariat international. Aux révoltes plus ou moins massives des pays capitalistes les moins développés répond maintenant la dynamique de grèves et de luttes prolétariennes des pays les plus développés. Nul besoin non plus de convaincre les prolétaires qu'ils doivent lutter. Ils luttent. Ils essaient de répondre à la crise. Ils réagissent avant tout à la hausse générale des prix, à l'inflation qui explose partout, sur tous les continents, dans tous les pays, sans exception. Face à l'inflation actuelle, la revendication salariale est centrale. Elle devient donc objet et facteur **politiques** de la généralisation et de l'unité des combats prolétariens. Et, en se battant pour les salaires, le prolétariat brise de fait l'unité nationale et s'élève contre les sacrifices que chaque bourgeoisie nationale, chaque gouvernement, chaque État, veut lui imposer pour la défense du capital national et les besoins de la guerre impérialiste. Il en résulte que son *indiscipline nationale* tend à devenir un frein, un obstacle, objectif, relatif et tendanciel, à la marche forcée du capitalisme vers la guerre impérialiste généralisée.

Les grèves en cours actuellement au Royaume Uni donnent le « la » de la lutte de classe internationale. Le prolétariat de Grande-Bretagne montre la voie à suivre : s'engager dans la lutte sans plus attendre³. Le fait que la bourgeoisie britannique soit une des plus va-t-en guerre contre la Russie en Ukraine illustre, ô combien, la réalité des enjeux historiques, de l'alternative *révolution ou guerre* et les potentialités prolétariennes. Mais surtout, les grèves en cours montrent que le combat central que les prolétaires en lutte doivent mener aujourd'hui se cristallise autour de leur direction et de leur maîtrise. Confrontée à une dynamique de réactions ouvrières *spontanées*, de *grèves sauvages*, depuis le mois de mai, la bourgeoisie n'est pas restée inactive. Loin de s'opposer frontalement à ces grèves, les syndicats tentent de les chevaucher et d'en prendre la direction pour mieux miner et entraver de l'intérieur la dynamique vers leur généralisation et leur unité. En organisant des votes pour décider de grèves légales, ils ont cherché, et réussi semble-t-il, à en maîtriser le tempo et à imposer leur terrain : celui des journées d'action successives par corporation ou métier. Leur objectif est clairement affiché : jouer la montre en menaçant d'une grève générale pour... octobre⁴. Après la nomination du

1 . « La croissance de l'économie mondiale ralentit face à un horizon sombre et plus incertain. (...) Ce ralentissement s'explique par un enlèvement de la croissance dans les trois principales économies du monde, les États-Unis, la Chine et la zone euro, qui a des conséquences importantes sur les perspectives mondiales. » (FMI, juillet 2022, <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2022/07/26/blog-weo-update-july-2022>)

2 . Nous avons une pensée toute particulière pour le cas spécifique du Courant Communiste International et de sa théorie opportuniste de la *Décomposition* qui exclut toute perspective et danger de guerre impérialiste généralisée. En effet, revenir sur cette position mettra inévitablement en question la *Décomposition* emportant ainsi avec elle toutes ses politiques sectaires *anti-parasites* menées depuis les années 1990 au prix d'exclusions et de condamnation de dizaines de ses membres. Face à la réalité historique et à ses contradictions, la survie de cette organisation et la conviction politique de ses membres vont devenir de plus en plus difficiles.

3 . Inutile ici de rappeler que les communistes ne sont pas des « gréviculteurs », qu'ils n'appellent pas partout et toujours à la lutte ouverte et à la grève, indépendamment de l'évolution du rapport de force entre les classes.

4 . cf. notre communiqué et tract sur les grèves en Grande-

nouveau Premier ministre !

À la réalité en mouvement d'un été *chaud* marqué par une dynamique de mobilisation et de grève généralisée, de *grève de masse*, les syndicats opposent un « *automne chaud* » pour plus tard. Accepter ce tempo, c'est accepter le tempo de la bourgeoisie et de ses syndicats. C'est leur céder la maîtrise du temps et du terrain de l'affrontement. C'est laisser sans opposition se poursuivre la succession des journées d'action par métier ou corporation qui ne peuvent que désorienter d'abord, puis diviser, enfin démoraliser les prolétaires en lutte. C'est renoncer à mener la lutte pour des revendications unitaires permettant à tous les secteurs de les reconnaître comme leurs, de les reprendre à leur compte et ainsi de s'unir autour d'elles. C'est ne pas assumer l'indispensable combat, réel, dans les assemblées, sur les piquets, sur les lieux de travail, contre la substitution par les syndicats de la dynamique d'extension, de généralisation et d'unité par celle de la sectorisation et de la séparation par corporation et revendications spécifiques ; au final laisser la division s'installer. Attendre *l'automne syndical*, c'est permettre que les différentes journées d'action servent de contre-feu et, au final, étouffent le brasier de l'été prolétarien qui se prolonge encore aujourd'hui. C'est accepter la préparation de la défaite ouvrière sans livrer de combat réel.

Voilà pourquoi nous avons appelé, et continuons encore à appeler au moment où nous écrivons⁵, les prolétaires de Grande-Bretagne à entrer en lutte tous ensemble, au même moment, sans attendre, afin qu'ils puissent garder l'initiative qui s'est manifestée tant par les grèves *unofficial* de mai et juin que par la participation massive aux grèves appelées par les syndicats. L'organisation des journées de grèves *officielles* successives, métier par métier, corporation par corporation par les syndicats, l'absence – à notre connaissance – de tentative de « débordement » des syndicats, par exemple par le refus de reprendre le travail après une journée d'action, l'apparente sympathie ou compréhension des médias à l'égard des grévistes à ce jour, nous laissent à penser que nous sommes déjà en retard sur les événements ; que la bourgeoisie réussit à maîtriser la dynamique des événements et à s'emparer du contrôle effectif sur les grèves. Pour autant, l'affrontement continue. Si les prolétaires veulent garder, ou reprendre, l'initiative du combat, ils se doivent d'en disputer la direction, les objectifs et les moyens aux syndicats, qu'il s'agisse des centrales comme des sections syndicales de base. Et c'est aujourd'hui que cela se joue. Pas dans deux ou trois mois. Ce sera trop tard. Au Royaume Uni, au moment même où les prolétaires sont

en lutte ouverte et massive, l'heure n'est donc pas à privilégier la propagande mais *l'agitation*. L'heure n'est pas à l'explication et à l'analyse, mais aux orientations et mots d'ordre d'action concrets pour le combat.

Appeler les prolétaires à disputer aux syndicats et au gauchisme la maîtrise du temps, des buts, des terrains et des moyens, est la première des responsabilités des avant-gardes communistes. Ainsi, loin de laisser la bourgeoisie et les syndicats manœuvrer à leur guise et imposer le terrain et le moment des batailles, il leur appartient de se hisser à l'avant-garde politique du conflit, de devancer autant que faire se peut le cours des événements et des affrontements ; bref d'assurer une véritable direction politique du combat de notre classe. En ce sens, il leur appartient aussi, en tant que *direction politique*, de participer au combat pour la définition et l'adoption des revendications immédiates permettant l'extension, la généralisation et l'unité la plus grande de la lutte. Convaincre de la nécessité de fournir orientations et mots d'ordre concrets d'action au cours même de la lutte, et en fonction de sa dynamique, de ses moments et différents épisodes, de ses hauts et de ses bas, devient à son tour un enjeu au sein même des forces communistes et du camp prolétarien.

« Au lieu de se poser le problème de la technique et du mécanisme de la grève de masse, la social-démocratie est appelée, dans une période révolutionnaire, à **en prendre la direction politique**. La tâche la plus importante de "direction" dans la période de la grève de masse, **consiste à donner le mot d'ordre de la lutte, à l'orienter, à régler la tactique de la lutte politique** de telle manière qu'à chaque phase et à chaque instant du combat, **est réalisée et mise en activité la totalité de la puissance du prolétariat déjà engagé et lancé dans la bataille** et que cette puissance s'exprime par la position du Parti dans la lutte ; il faut que la tactique de la social-démocratie ne se trouve jamais, quant à l'énergie et à la précision, au dessous du niveau du rapport des forces en présence, mais qu'au contraire elle dépasse ce niveau. » (Rosa Luxemburg, nous soulignons)⁶

Au moment où nous écrivons, et alors que la semaine de grève des dockers de Felixstowe se termine, l'enjeu reste le même : avertir grévistes et non grévistes, convaincre les autres forces révolutionnaires, qu'attendre *l'automne chaud* annoncé et planifié par les syndicats britanniques revient à leur laisser le terrain de l'initiative et de la conduite des grèves ; et les laisser mettre en place et planifier les journées syndicales dont le but final sera d'étouffer les dernières braises de la mobilisation de l'été.

« Se traîner à la queue du mouvement [est une] chose inutile dans le meilleur des cas, et, dans le pire, extrêmement nuisible pour le mouvement . » (Lénine, *Que faire?*)

Révolution ou guerre, 26 août 2022

Bretagne dans ce numéro.

5 . Avec toutes les limites, voire réserves sur tel ou tel aspect particulier, dues à notre absence sur le territoire britannique et nos difficultés à suivre au quotidien et « sur place ».

6 . *Grève de masse, parti et syndicats*, Maspéro, 1969.

Situation internationale

Dynamique de grèves sauvages au Royaume Uni : pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout et sans attendre ! (20 août 2022)

Avertissement : n'ayant pas les moyens d'intervenir concrètement en Grande-Bretagne dans la situation de mobilisation et de grèves ouvrières, il nous est difficile de décliner de manière précise et locale orientations et mots d'ordre d'action concrets selon les situations et les possibilités immédiates. Pour autant, la réponse prolétarienne en cours nous permet d'avancer orientations et mots d'ordre généraux sur lesquels l'ensemble du parti communiste, s'il devait déjà être, se mobiliserait et qu'il lancerait. Voilà pourquoi ce qui représente de fait plutôt un communiqué appelant l'attention du prolétariat international sur la situation au Royaume Uni, a été rédigé sous forme d'un tract d'agitation. En ce sens, il se veut direct et limité à quelques orientations et mots d'ordre. Il n'explique pas, il appelle à l'action. Il n'analyse pas, il avance un mot d'ordre : se mettre en grève tous ensemble. Mais reconnaissons aussitôt que ce tract est de fait déjà en retard sur la situation réelle et qu'il aurait dû être publié et diffusé avant les grèves successives, mais non ensemble, du métro de Londres et des trains britanniques des 18, 19 et 20 août. À défaut d'être en avance sur la situation et de pouvoir être massivement diffusé en Grande-Bretagne, il servira à la réflexion et d'expérience pour les minorités communistes pour la période qui s'ouvre : celle de confrontations massives entre les classes. Bien sûr, tout camarade ou groupes de camarades qui désireraient le diffuser comme tract d'agitation sont encouragés à le faire.

Pour l'augmentation des salaires, se mettre en grève partout et sans attendre !

Au Royaume Uni, il n'est qu'un mot d'ordre aujourd'hui pour les prolétaires : se mettre en grève et rejoindre la vague de luttes et de grèves qui s'est déclenchée depuis plusieurs mois maintenant dans une multitude d'entreprises et de secteurs plus ou moins importants : transports, trains et métro de Londres en particulier, port de Felixstowe, raffineries, centres d'Amazon, la Poste, etc. Faire comme de nombreux grévistes, prendre l'initiative de la grève ou de toute autre forme de lutte si la grève n'est pas possible de manière immédiate. Prendre exemple sur les nombreuses grèves déclenchées spontanément, ne pas craindre qu'elles soient « unofficiel », c'est-à-dire sauvages, sans appel, ni préavis légal, des syndicats. Renforcer la dynamique de grèves provoquée par l'inflation et l'explosion des prix en Grande-Bretagne, à l'image de l'inflation généralisée qui affecte l'ensemble du monde capitaliste, est la voie pour faire reculer, au moins momentanément gouvernement et bourgeoisie. C'est le moment d'y aller tous ensemble. C'est le moment d'imposer l'augmentation des salaires pour tous les prolétaires et dans tous les secteurs. C'est le moment de dire non aux sacrifices au nom de la crise du capital et de la préparation pour la guerre impérialiste généralisée.

C'est aussi le moment de ne pas laisser l'initiative aux syndicats, que ce soient des directions ou du syndicalisme de base. S'ils ont été obligés d'appeler à des journées d'action dans les trains et le métro par exemple, ou encore dans le port de Felixstowe, c'est précisément pour éviter que les grèves non officielles, qu'ils ne contrôlèrent pas, continuent de se manifester à travers le pays de manière croissante et

deviennent massives et unies.

« 10 mai : une centaine d'éboueurs de Welwyn Hatfield ont débrayé pour protester contre un directeur accusé de sexisme, de racisme et d'intimidation ; 11 mai : quelque 300 travailleurs de la construction d'une raffinerie à Hull se sont mis en grève parce que le paiement des salaires était retardé ou incomplet. 17 mai : plus d'un millier de travailleurs de l'industrie pétrolière en mer du Nord ont débrayé sur 19 plates-formes pour exiger que leur salaire corresponde à l'inflation ; 27 juillet : une centaine de travailleurs d'une usine alimentaire de Bury ont débrayé parce qu'ils n'avaient pas droit à des pauses correctes au travail ; 3 août : des centaines de travailleurs d'Amazon sur divers sites à Tilbury, Rugeley, Coventry, Bristol, Dartford et Coalville ont organisé des débrayages et des ralentissements en réponse à une "augmentation" de salaire de seulement 35 pence de plus par heure ; 10 août : des centaines de travailleurs contractuels, notamment des échafaudeurs et des agents d'entretien, dans des raffineries, des usines chimiques et d'autres installations à Teesside, Grangemouth, Pembroke, Fife, Fawley et Drax, ont débrayé dans le cadre d'une lutte pour les salaires, et ont dressé un piquet de grève devant les voitures entrant et sortant des installations. »⁷

La dynamique de grève au Royaume Uni est l'exemple – du moment – à suivre pour l'ensemble du prolétariat international. D'ailleurs, manifestations de rue et émeutes contre la hausse des prix explosent sur tous les continents. Mais surtout, la même dynamique de grèves, souvent elles-aussi spontanées et sauvages, tend à émerger, ici ou là, dans d'autres pays, en particulier en

7 . TCI-CWO, *Wildcat Strikes in the UK: Getting Ready for a Hot Autumn* (<http://www.leftcom.org/en/articles/2022-08-15/wildcat-strikes-in-the-uk-getting-ready-for-a-hot-autumn>)

Europe occidentale comme en Italie et en France ^(a).

C'est précisément cette dynamique que les syndicats britanniques essaient de maîtriser pour en saboter le développement en organisant des journées d'action, celles de juin et d'août et celle, appelée « grève générale » à venir pour... « après la nomination de Lis Truss comme Premier ministre en septembre » ! Chevaucher la dynamique de réactions prolétariennes spontanées pour mieux la maîtriser et, ainsi, l'orienter vers des journées d'action étalées dans le temps ; et cela au nom de la soit-disant préparation d'une lutte unie de tous les secteurs. Si les prolétaires du Royaume Uni se laissent amadouer par les syndicats, leur laissent l'initiative et l'organisation de la lutte, le terrain des revendications et le timing des manifestations et grèves, d'ici octobre, la dynamique actuelle aura été étouffée.

Se mettre en lutte et en grève donc partout où c'est possible. Ne pas reprendre le travail après les journées d'action et décider de continuer la grève. Chercher la solidarité et l'extension aux autres entreprises et secteurs, à commencer par celles les plus proches géographiquement. Y envoyer des délégations et des piquets de grève les plus massifs possibles. Pour les travailleurs pas encore en lutte ouverte, se regrouper en

comité de lutte et aller chercher l'aide et la solidarité des prolétaires déjà en grève. Ne pas laisser les syndicats déterminer les revendications et le timing des combats et des batailles en prenant l'initiative partout où c'est possible. Voilà les mots d'ordre généraux de l'heure. Aux prolétaires les plus combatifs et aux minorités et noyaux révolutionnaires sur place, à les décliner localement en fonction des besoins et possibilités immédiates.

Contre la hausse des prix !

Pour l'augmentation générale des salaires !

Tous en lutte ! Tous en grève contre la misère croissante que crise capitaliste et guerre impérialiste ne peuvent qu'aggraver !

Le GIGC, 20 août 2020

Note ^(a) : « Ce mardi, les conducteurs de train SNCF sur le réseau Paris-Nord ont posé le sac et se sont mis en grève sans respecter le délai de prévenance. Inflation, bas salaires et casse des conditions de travail provoquent l'exaspération des cheminots. » (Révolution permanente, <https://www.revolutionpermanente.fr/Greve-surprise-des-conducteurs-SNCF-a-Paris-Nord-Avec-l-inflation-on-ne-s-en-sort-pas>). « Grâce à une « grève surprise » suivie massivement mercredi dernier, les cheminots du réseau SNCF Saint-Lazare ont obtenu une prime et stoppé une partie des attaques contre leurs conditions de travail. » (<https://www.revolutionpermanente.fr/Greve-SNCF-a-Saint-Lazare-On-a-prouve-qu-avec-une- greve-bien-organisee-on-peut-gagner>)

Réponse rapide et incomplète à quelques « posts » critiques sur notre intervention

Lors de la publication de notre tract sur les grèves au Royaume Uni, nous avons reçu, entre autres, deux posts critiques. Ils soulèvent, nous semble-t-il, une question d'importance quant à l'intervention des organisations communistes, demain celle du parti, dans la dynamique même des luttes ouvrières en mouvement telle que la crise et la guerre les provoquent inévitablement. Les objections des camarades sont de deux ordres :

- « il faut s'attendre à ce que la situation se développe encore plus dans les mois à venir. Je ne pense pas que les travailleurs aient besoin qu'on leur dise de se mettre en grève d'autant que la situation va encore s'aggraver, mais de savoir que la grève n'est que le début. Il faut aller au-delà de la lutte pour les salaires et faire le lien avec toutes les attaques » ;

- « pourquoi n'avancer qu'une augmentation de salaire ? Il est vérifié que s'ils nous augmentent les salaires, ensuite viendra l'inflation. À quoi cela sert-il de lutter pour si peu ? » Ou encore, « il faut avancer une vision à plus long terme - demander des miettes n'est pas suffisant aujourd'hui, il faut s'emparer de la boulangerie. En d'autres termes, il faut être plus qu'un super activiste [la camarade anglophone a utilisé ce terme], il faut injecter dans la lutte des questions politiques que les autres ne font pas. »

La première critique ne se situe pas du point de vue interne aux grèves, à leur dynamique et batailles succes-

sives qui se déroulent, mais de leur extérieur. Extérieur au mouvement et attentiste. Elle considère que, mécaniquement – sans opposition de la bourgeoisie donc, de ses syndicats et de ses forces de gauche et gauchistes – les grèves vont se développer jusqu'à l'automne chaud... que les syndicats annoncent aujourd'hui. Attendre donc pour intervenir, en tant que direction politique de parti, c'est-à-dire sans lutter d'ores et déjà pour celle-ci. Or, à l'automne, si ce n'est pas déjà le cas en ce moment même, ce sera trop tard car les syndicats auront alors assuré leur maîtrise complète des grèves s'ils n'ont pas déjà réussi à les étouffer et à les éteindre d'ici là. C'est aujourd'hui que la bataille se déroule, peut-être même est-elle déjà jouée depuis juillet-début août ; aujourd'hui que la dynamique de grève sauvage doit, ou devait, ouvrir la voie au débordement des syndicats et, pour être concret, de leur journée d'action, secteur par secteur et secteur après secteur, afin d'ouvrir une perspective de grève généralisée et unie. Au moment – août – où la bourgeoisie et ses syndicats « appelaient » les ouvriers à la grève en ordre dispersé, les uns après les autres, pour mieux contrôler et étouffer la montée des grèves, l'intervention de parti exigeait d'appeler l'ensemble des prolétaires à se mettre en grève tous ensemble et sans attendre pour contre-carrer la contre-offensive actuelle de division et de sabotage des syndicats, de saucissonnage des grèves par corporation ou en-

treprise.

Ici, attendre *le développement spontanée des grèves et l'automne* signifie laisser la bourgeoisie, les syndicats en premier lieu, manœuvrer à leur guise, asseoir leur contrôle de la lutte, mettre en place leur tactique et en définir le tempo sans opposition ; c'est abandonner le combat concret, réel, immédiat, **politique**, contre les syndicats ; c'est se situer, non pas à l'avant-garde de la bataille en cours entre les classes, mais à sa *queue* comme disait Lénine.

La seconde critique sur le mot d'ordre d'*augmentation salariale* – dont nous ne faisons pas un absolu –, sous couvert d'un *anti-réformisme radical*, participe en fait de la même hésitation à assumer l'affrontement réel, tel qu'il se déroule sous nos yeux, pour la direction effective de la lutte. Refuser, ou sous-estimer, la mise en avant et le combat pour une revendication centrale dans laquelle tous les travailleurs puissent se reconnaître et qu'ils puissent reprendre à leur compte, quel que soit leur métier, leur entreprise, leur corporation, laisse une nouvelle fois les syndicats libres de définir les revendications par secteur et, ainsi, libres « d'ouvrir des négociations » par entreprise, chacun dans son coin ; bref de manœuvrer librement avec les directions d'entreprise et le gouvernement. Ce qui leur permettra, si d'aventure tel ou tel secteur obtient quelque chose de spécifique, d'appeler à la reprise du travail dans ce secteur sans tenir compte des autres corporations.

Plus largement, il n'est pas indifférent aux communistes, tout comme aux prolétaires eux-mêmes, que les luttes ouvrières puissent « remporter des victoires », du moins faire reculer la bourgeoisie sur telle ou telle attaque sur les conditions de vie ou de travail, même si nous savons qu'elles ne peuvent qu'être, outre rares, que temporaires tant que le capital n'est pas détruit. Il est vrai qu'une augmentation de salaire aujourd'hui serait inévitablement récupérée par le capital, surtout dans la période d'inflation qui s'ouvre du fait de la crise et de la préparation à la guerre généralisée. Pour autant, obtenir une augmentation participerait de limiter l'aggravation de l'appauvrissement immédiat des prolétaires. Et les communistes n'y sont pas indifférents, en soi bien sûr, mais aussi pour vérifier que leur méthode de lutte, orientations et mots d'ordre, sont bien les plus efficaces pour imposer un rapport de forces plus ou moins favorable face à la classe dominante. Ensuite, réussir à faire reculer la bourgeoisie sur une revendication suite à une lutte collective ne peut être qu'un encouragement à celle-ci et une expérience positive qui se retrouvera dans les futurs combats et que le *parti* n'oubliera pas de rappeler aux masses prolétariennes. Enfin, et même si ces victoires ne peuvent qu'être très rares et que les combats ouvriers sont surtout faits de défaites, il y a défaite et défaite. Certaines se terminent par

l'amertume et un sentiment de désespoir, d'impuissance et parfois de division, d'autres par un sentiment de fierté, de solidarité et d'unité dans le combat qui demandera qu'à s'exprimer de nouveau. En général, ce sentiment est lié à la manière dont la grève ou la lutte a été menée, en particulier si les travailleurs ont réussi à imposer, ne serait-ce que partiellement, leur propre dynamique collective et unitaire contre celle de division des syndicats.

Croire qu'avancer des revendications salariales est tomber sur le terrain bourgeois, ou encore d'un supposé *réformisme bourgeois*, c'est ne pas comprendre que les revendications dites économiques resteront d'actualité et partie intégrante du combat du prolétariat comme classe exploitée jusqu'à l'avènement du communisme. Et c'est surtout, dans l'immédiat, ne considérer les revendications que comme *économiques* ou *revendicatives* sans saisir qu'elles peuvent et doivent devenir un moment de l'extension et de la généralisation des luttes, qu'elles sont objet d'un combat entre prolétaires les plus combatifs et les syndicats, qu'elles sont essentielles pour faire de chaque grève un moment de l'extension et de l'unité de la lutte. En clair, qu'elles sont tout autant *politiques* qu'*économiques*.

En ce sens, les organisations communistes, demain le parti, doivent tout autant assumer le combat pour l'adoption des revendications les plus unitaires possibles que d'appeler à telle ou telle forme de combat **selon les moments**, ici appeler à l'entrée en grève de tous les secteurs. Opposer à ces revendications immédiates, aujourd'hui l'augmentation des salaires face à l'explosion de l'inflation comprise comme des *miettes du gâteau*, l'*appropriation de toute la boulangerie* comme un des deux camarades le propose, revient à avancer comme orientation immédiate, dans les grèves, les assemblées, les piquets, ... l'insurrection ouvrière, si l'on se veut conséquent avec le propos. Mais... le prolétariat au Royaume Uni en est-il déjà là ? Sérieusement ?

Vraiment, faut-il appeler les ouvriers en grève en Grande-Bretagne aujourd'hui à *s'emparer de toute la boulangerie* tout en attendant l'hypothétique développement à venir des grèves ? Ou bien, ne faut-il pas au contraire les appeler à disputer aux syndicats l'initiative, la maîtrise et la direction effective de la lutte en commençant pas les appeler à rejoindre et étendre les grèves sans attendre ? Laquelle de ces deux orientations pour un militant ouvrier, ou un groupe d'ouvriers combatifs, voire révolutionnaires ? Car c'est dans cet esprit et cette volonté, fournir une arme de combat pour tout ouvrier combatif, un texte et des orientations concrètes et immédiates qu'il puisse lire et/ou reprendre sur son lieu de travail, dans les assemblées, les piquets de grève, etc. que nous avons rédigé notre tract.

RL, 30 Août 2022

Comités *No War But the Class War* – « Pas de guerre, sauf la guerre de classe » au Canada

Dans la foulée de la guerre impérialiste en Ukraine qui, de conflit larvé depuis 2014, a éclaté en guerre ouverte en février dernier, la Tendence Communiste Internationaliste (TCI) a pris l'initiative de mettre sur pied de comités de lutte contre la guerre impérialiste. Ces comités, appelés *No War but the Class War* (NWBTCW) en langue anglaise, participent maintenant au « mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses⁸ » aux quatre coins du monde, entre autres à Liverpool, Montréal, Rome, en Turquie, d'autres comités étant sur le point de naître notamment à Toronto et Paris.

Déjà, une première réunion publique organisée par le collectif Klasbatalo, section canadienne de la TCI, avait eu lieu à Montréal au tout début de l'été concernant la crise du logement et son lien intrinsèque avec la crise économique mondiale. Il faut dire que le seul fait d'enfin se réunir entre communistes pour discuter des enjeux de la lutte de classes après plusieurs mois d'isolement social forcé à cause de la pandémie de covid doit avoir été vécu par de nombreux camarades comme une bouffée d'air frais.

La première réunion du comité NWBTCW-Montréal eut lieu fin juillet. Le thème de la rencontre concernait le mouvement revendicatif des travailleurs de 1972 dans la province de Québec, en particulier autour des luttes très combatives dans la ville de Sept-Îles, où une dynamique de *grève de masse*⁹ s'était mise en branle. Un des camarades de Klasbatalo a fait une présentation politiquement assez juste des événements. Le lecteur peut toujours se référer à l'article de la revue 1919 #3 intitulé « *Si nous pouvons leur montrer, nous sommes capables de tout* » : la *grève générale du Québec de 1972*¹⁰ pour avoir une idée plus précise de la présentation qui était en somme basée sur ce texte.

Par la suite, une discussion plus large fut initiée. Les camarades de Klasbatalo ont très justement fait le lien entre la grève de 1972 et la guerre impérialiste qui a cours en ce moment même en Europe. En effet, c'est en se basant sur ses propres intérêts de classe et ses propres revendications économique-politiques que le prolétariat peut espérer freiner la dynamique de guerre impérialiste et mettre de l'avant son propre programme politique : la révolution communiste. En d'autres termes, c'est la lutte des classes qui dicte en dernière instance le cours de l'histoire. En ce sens, les comités NWBTCW ne sont pas *pacifistes*, mais visent à transformer la guerre impérialiste en guerre civile, *en guerre de classe*. La dynamique de grève de masse de 1972 qui fut finalement et malheureusement étouffée par les syndicats et l'État bourgeois montre tout de même la voie politique que nous devons prendre aujourd'hui encore.

Par conséquent, nous supportons pleinement et faisons nôtre ce positionnement politique de la TCI et de sa section canadienne. Nous nous engageons aux côtés de la TCI dans les comités NWBTCW selon nos capacités et là où nous le pouvons.

Enfin, nous nous devons de souligner l'esprit très fraternel des camarades de Klasbatalo : ceux-ci nous ont accueillis à bras ouvert, nous ont permis d'utiliser leur table de littérature pour exposer notre propre littérature au côté de celle de la TCI, etc. C'est une attitude politique absolument positive et sérieuse du point de vue militant qui est en phase avec les enjeux d'importance historique auxquels notre classe, le prolétariat, est actuellement confrontée.

Robin

8 . Marx et Engels, *L'idéologie allemande*,

9 . Les termes que nous utilisons ont des implications politiques. Nous préférons le terme *grève de masse*, tel qu'utilisé entre autres par Rosa Luxemburg, au terme pour le moins ambigu de *grève générale*. Le premier rend compte d'une conception dynamique de la lutte des classes où tout mouvement revendicatif des prolétaires doit éventuellement et nécessairement poser la question de la conquête du pouvoir politique. Le second tend à reprendre le mythe apolitique et syndicaliste révolutionnaire selon lequel il suffit aux prolétaires de se croiser les bras et arrêter le travail pour que le capitalisme tombe...

10 . <https://www.leftcom.org/fr/articles/2022-08-02/si-nous-pouvons-leur-montrer-nous-sommes-capables-de-tout-la-gr%C3%A8ve-g%C3%A9n%C3%A9rale-du>

Éditorial de *Revolutionary Perspectives* #20, revue de la CWO-TCI La crise du coût de la vie est une crise capitaliste

Il est facile d'oublier que lorsque les restrictions COVID-19 ont été assouplies pour la première fois, les économistes attendaient avec impatience un rebond de l'économie. Les propriétaires d'entreprises, les propriétaires fonciers et les députés conservateurs réclamaient à grands cris que l'on « laisse l'économie respirer ». Près d'un an après que ces restrictions aient été réduites à un niveau minimal dans les pays occidentaux, l'économie tousse toujours. Les économistes professionnels et les banquiers centraux sont pessimistes alors que la « crise du coût de la vie » est devenue la toile de fond incontournable de la scène politique actuelle, entraînant une chute de la cote de popularité de la plupart des dirigeants dans les pays capitalistes et des émeutes de la faim dans les pays périphériques. Étant donné la place centrale qu'occupe la crise du coût de la vie dans le discours politique actuel, il est important d'être clair sur ce qu'elle implique exactement, sur ses causes et sur les raisons pour lesquelles les prétendues solutions de la classe bourgeoise n'ont rien à offrir à la classe ouvrière, contre laquelle la crise du coût de la vie est principalement une attaque.

Les effets les plus immédiats que l'on peut constater sont principalement les hausses des prix de l'énergie et de l'essence. Le plafond des prix de l'énergie, c'est-à-dire le prix annuel maximum que les compagnies d'énergie sont autorisées à facturer, a été relevé de 700 £ [Livre Sterling, la monnaie britannique¹¹] en mars, soit une augmentation de 54 %, et sera à nouveau relevé en octobre de 600 £ supplémentaires, soit une augmentation totale de 100 % ! La hausse des prix de l'énergie s'inscrit dans le cadre d'une inflation généralisée des prix, notamment des denrées alimentaires, pour lesquelles on prévoit une augmentation de 380 £ pour l'année.¹² Pour tous les gouvernements, l'inflation incontrôlée est un problème plus grave que la baisse du niveau de vie, car elle menace les conditions nécessaires à des relations stables entre créanciers et débiteurs. Elle affaiblit donc les prévisions de bénéfices et les investissements à long terme. Christine Lagarde, directrice de la Banque centrale européenne (BCE), s'inquiète de ce que :

« Les pressions inflationnistes s'élargissent et s'intensifient (...) la croissance des salaires dans la zone euro devrait doubler pour atteindre 4 % cette année (...) les goulets d'étranglement au niveau de l'offre devraient persister et rien ne laisse présager la fin des prix élevés de l'énergie et des matières premières provoqués par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. »¹³

Bien sûr, les prix de l'énergie avaient commencé à augmenter avant l'invasion de février de cette année, ce qui montre que ce ne sont pas les décisions politiques d'un seul dirigeant voyou qui causent ces problèmes. Les marchés boursiers ont connu leur plus grande dévaluation depuis 1975. Même les marchés obligataires, qui étaient considérés comme sûrs depuis 30 ans, sont maintenant considérés comme risqués en raison de l'inflation.

Les banques centrales du monde occidental se sont empressées de planifier de brusques hausses de leurs taux d'intérêt afin de contenir l'inflation. Certaines banques centrales exigent même des ratios de fonds propres plus élevés de la part des grandes banques en prévision d'une plus grande instabilité. Les hausses de taux de la Banque d'Angleterre (BoE), de la Réserve fédérale américaine (FED) et de la BCE par rapport aux taux d'inflation sont résumées ci-dessous :

	Interest rate (%)			Date expected rate will be met	April 2022 global inflation rate ⁶ (%)
	Covid era minimum	Current rate	Expected rate		
BoE ⁷	0.1	1.25	2.9	End of 2022	7.8
FED ⁸	0.05	1.75	3.4	End of 2022	
ECB ⁹	-0.5	-0.5	>0	September 2022	

Le travail des banques centrales (et c'est la première raison pour laquelle leur "indépendance" est si fortement protégée) se limite au maintien de la stabilité des prix et à la garantie d'un niveau "sain" de croissance. Elles maintiennent le niveau des prix en période d'inflation en

augmentant le taux d'intérêt offert aux banques commerciales pour les prêts et les dépôts afin qu'il soit supérieur au taux d'inflation. L'idée est que lorsque les banques commerciales augmentent leurs taux en conséquence, l'épargne devient plus rentable que l'investissement pour le marché au sens large, et que l'économie en surchauffe se calme.

C'est l'idée - mais la réalité est plus problématique.

L'un des problèmes cruciaux du système économique actuel est la prolifération des "entreprises zombies", des entités qui ne parviennent à maintenir l'illusion de la rentabilité que grâce à un financement parallèle

11 . 1 Livre = 0.85 euros ou 0.82 \$ en août 2022, ndt.

12 . bbc.co.uk

13 . ft.com

créatif [*creative shadow financing*] qui tire parti des faibles taux d'intérêt. Des taux d'intérêt élevés révéleraient les fondations fragiles de larges pans de l'économie, tels que les start-ups et les entreprises technologiques « innovantes », qui seraient soudainement incapables de faire face au remboursement de leurs dettes. Un relèvement des taux d'intérêt au-delà des taux d'inflation actuels serait un tel choc pour un marché lourdement endetté qu'il aggraverait probablement le ralentissement économique, provoquerait un dépassement des objectifs de réduction de l'inflation et conduirait peut-être à une déflation généralisée et à une nouvelle récession. L'essentiel est qu'un taux d'intérêt supérieur au taux de profit entraînera une chute des profits en dessous de zéro, détruisant ainsi la base productive de l'économie. Dans une économie où les taux de profit sont déjà très bas, la marge de manœuvre est faible, voire nulle. C'est pourquoi les banques centrales procèdent très timidement à des hausses de taux (qui, bien que drastiques au regard de l'histoire récente, sont faibles par rapport aux hausses historiques) et à des réductions de l'assouplissement quantitatif [*Quantitative Easing*] dans le vain espoir de réduire la demande de monnaie et de faire baisser le niveau des prix sans nuire aux investissements dans les industries productrices de valeur.

Que cette stratégie permette ou non de réduire l'inflation et de maintenir des conditions propices à l'investissement (et personne n'en est sûr), elle n'est toujours pas une solution dans le sens où elle apporterait stabilité ou prospérité aux travailleurs. En fait, l'une des principales conséquences prévues de la réduction des investissements est de réduire les salaires en augmentant le chômage. Le faible taux de chômage causé par les travailleurs qui prennent une retraite anticipée ou par ceux ayant quitté le marché du travail pendant la pandémie est une préoccupation constante des capitalistes, car il exerce une pression à la hausse sur le prix du travail salarié, en particulier en Amérique, où le marché du travail est plus « dynamique ».¹⁴ Pour les non-initiés, un faible taux de chômage peut sembler une bonne chose. Cependant, l'orthodoxie économique actuelle défend qu'il existe un arbitrage à faire entre l'inflation et le chômage à court terme. L'ancien secrétaire au Trésor américain Larry Summers a donné une exposition grossière de ce principe en appelant explicitement à un chômage élevé pour réduire l'inflation.¹⁵ L'idée est qu'une réduction temporaire de la demande de main-d'œuvre réduira les salaires et donc les coûts, augmentant ainsi les taux de profit des entreprises. La « solution » capitaliste est, comme toujours, simplement ce qui vise à un retour à la profitabilité.

14 .ft.com

15 .fortune.com

Les causes de la crise

La crise a été imputée à différents facteurs. Il s'agit principalement de l'impact du COVID-19 et de la guerre en Ukraine. Ces deux facteurs sont sans aucun doute majeurs. Cependant, ces deux explications sont subordonnées à un problème plus profond, à savoir la crise de longue durée du système capitaliste lui-même. Comme nous l'avons soutenu dans de nombreux textes, la chute séculaire du taux de profit est la cause de l'intensification de la destruction de l'environnement naturel et de l'utilisation irresponsable et excessive d'antibiotiques dans les fermes industrielles, produisant la migration consécutive des maladies animales vers les humains, dont le COVID-19 est le résultat. C'est également la chute des profits qui est à l'origine de l'accumulation et de l'explosion des tensions impérialistes qui ont abouti à la guerre en Ukraine. La crise du système dans son ensemble est à l'origine de la crise du coût de la vie.

Toutefois, la hausse des prix est également imputée à la « demande refoulée » et aux « problèmes de la chaîne d'approvisionnement », deux critères obscurs qui méritent d'être étudiés.

La « demande refoulée » s'explique par le fait que, pendant le confinement, de nombreuses personnes ont été contraintes de travailler à domicile et de renoncer à des dépenses telles que des repas au restaurant ou des billets de cinéma. Ils ont également reçu de l'argent du gouvernement, directement par le biais du régime d'ancienneté et indirectement par le biais d'autres mesures de soutien gouvernementales. Ils ont donc pu épargner davantage et, une fois les restrictions levées, ils ont eu plus d'argent à dépenser en biens de consommation et en services, ce qui a entraîné une hausse des prix pour répondre à cette demande supplémentaire. Si cette histoire peut être vraie pour la petite proportion de salariés (en particulier ceux qui écrivent des articles de politique économique et des chroniques) qui ont pu facilement travailler à domicile et n'ont pas vu leurs revenus diminuer pendant la pandémie, elle ne l'est pas pour la majorité des travailleurs¹⁶ pour qui la pandémie a signifié la poursuite des trajets domicile-travail dans des conditions dangereuses pour les boulots de « première ligne », la réduction des activités pour les indépendants et la baisse du niveau de vie pour les travailleurs licenciés qui vivaient déjà dans ou près de la pauvreté.

L'autre façon de défendre cet argument est de prétendre que l'inflation est causée par un excès de monnaie. Existe-t-il un lien entre l'impression de monnaie par la FED et les autres banques centrales, et la récente flambée inflationniste ? Un lien simple basé sur la théorie quantitative de la monnaie (selon laquelle il

16 .vox.eu.org

existe une relation positive linéaire entre la « masse monétaire » et le niveau général des prix suggérerait qu'elle en est le résultat direct. Cependant, « imprimer de l'argent » a été la réponse par défaut des banques centrales depuis le crash financier de 2008 et cette stratégie a été poursuivie sans interruption (bien que sans succès en termes de stimulation de la croissance) tout au long d'une période d'inflation historiquement faible et stable. L'accusation la plus accablante de l'explication de l'inflation quantitative est qu'elle requiert nécessairement une spirale salaires-prix comme cause mécanique. Or, il n'y a tout simplement pas eu de croissance des salaires pendant cette période (les salaires réels ont en fait baissé), d'où l'absence d'inflation. L'argent supplémentaire que les banques centrales ont injecté dans l'économie, au lieu d'être investi dans la production, a été utilisé pour régler les bilans des entreprises en faillite (c'est-à-dire pour pallier aux conséquences de leurs spéculations antérieures), pour remplir l'épargne des personnes déjà méga riches qui ont une propension marginale à consommer infinitésimale, et pour gonfler les secteurs spéculatifs de l'immobilier et de la finance.

La principale façon dont un changement dans la masse monétaire peut avoir un impact sur le niveau général des prix est dans la circulation (c'est-à-dire la vitesse multipliée par la quantité) de l'argent plutôt que dans la quantité en elle-même. Depuis le déclenchement de la COVID-19, il y a eu une augmentation massive de la circulation de l'argent en même temps que le pic d'inflation. Il ne s'ensuit pas pour autant que cette augmentation soit la cause de l'inflation. Les prix de l'énergie ont également commencé à augmenter au cours de l'été 2021, ce qui a eu un effet d'entraînement sur les industries des engrais et de l'agriculture, grandes consommatrices d'énergie, et a fait grimper les prix des produits alimentaires. Si l'on considère que la croissance des salaires a été nulle et que la seule augmentation a été celle des prix de l'alimentation, de l'essence et de l'électricité, que chacun doit payer pour assurer son existence quotidienne, la responsabilité de la récente flambée de l'inflation doit être imputée à la pression sur les coûts exercée par le secteur de l'énergie plutôt qu'à la pression sur la demande exercée par des salaires supposés trop généreux. L'augmentation de la quantité d'argent en circulation par les banques centrales a permis aux entreprises d'augmenter facilement leurs prix afin de maintenir leurs taux de profit et d'éviter le crash financier et industriel qui se serait produit autrement. Mais cela n'est pas en soi la cause de ces hausses de prix.

Ce faux argument consiste à blâmer les travailleurs pour des augmentations de salaire inexistantes (et c'est la principale ligne éditoriale des médias bourgeois lors des récentes grèves des cheminots au Royaume-Uni)

alors que les augmentations de prix ont vidé leurs poches. Nous devons voir à travers les distorsions et les mystifications de la crise actuelle pour voir la même vieille histoire qui se joue depuis 50 ans : une crise existentielle pour le système qui est atténuée par un assaut frontal mené par le gouvernement, le marché « libre » et les syndicats contre la classe ouvrière. Lorsque l'inflation sera élevée, la classe capitaliste se battra bec et ongles pour que les coûts de la hausse des prix soient répercutés sur la classe ouvrière partout où cela est possible.

Cela ne signifie pas pour autant que la classe capitaliste accueille l'inflation comme un moyen d'abaisser le niveau de vie de la classe ouvrière – loin de là. L'inflation menace la relation stable entre créancier et débiteur qui est essentielle à la finance capitaliste. En effet, la réponse immédiate des banques centrales à la crise de l'inflation est de renoncer à leur tentative, vieille de plusieurs décennies, de relancer le système capitaliste par le biais de taux d'intérêt bas, voire négatifs, destinés à encourager l'investissement, et de passer à l'encouragement de l'épargne afin de refroidir l'économie. Pour une économie souffrant d'un gel prolongé, ce choix peut sembler étrange, mais il représente la prédominance de l'intérêt capitaliste financier, par rapport à l'intérêt industriel qui a pu prévaloir dans des formes plus juvéniles du capitalisme. Un autre problème de l'inflation pour la bourgeoisie est qu'elle soulève la possibilité, même si elle n'est que faible, que les travailleurs résistent à la tentative de transférer les coûts de l'échec systémique sur eux par le biais de hausses de prix et qu'ils s'engagent donc dans des grèves. C'est ce qui s'est passé avec la combativité ouvrière généralisée des années 70 et 80, qui se sont finalement soldées par la défaite de la classe ouvrière et une nouvelle phase plus vicieuse de restructuration capitaliste.

Alors que la hausse des coûts est une manière succincte d'expliquer la cause de la crise, l'utilisation de ce cliché conduit souvent à en attribuer la responsabilité à des forces exogènes telles que le COVID-19 et la guerre en Ukraine qui n'ont soi-disant rien à voir avec le mode de production capitaliste (bien que, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, ce ne soit pas vrai). En supposant un instant que ces forces soient exogènes, alors qu'il s'agit certainement de calamités aux proportions et aux qualités uniques, l'effet que ces événements ont sur le système capitaliste est toujours conditionné par la contradiction particulière du capitalisme, à savoir la nécessité de maintenir les taux de profit face au désastre. En tant que telles, les réponses ne sont pas neutres, mais sont des occasions saisies par la classe capitaliste pour faire payer la crise capitaliste à la classe ouvrière.

Le choc énergétique

La flambée des prix de l'énergie a commencé à la fin de l'été 2021, alors que de nombreux pays réduisaient les restrictions COVID-19. En arrière-plan, la production de gaz britannique et norvégienne a diminué, le gisement de la mer du Nord arrivant en fin de vie, les flux de gazoducs en provenance de Russie le long de la route Yamal-Europe ont été réduits en raison de la montée des tensions impérialistes en Ukraine, et des problèmes dans diverses usines de GNL (gaz naturel liquéfié) dans le monde (qui semblent être liés à la perturbation des calendriers de maintenance en raison du COVID-19 et aux problèmes liés à l'hiver froid de 2020/2021 dans le sud des États-Unis et en Asie du Nord-Est¹⁷). Depuis l'invasion de l'Ukraine, l'Europe a réduit sa dépendance au gaz russe de 40 à environ 20 % de l'approvisionnement total. Toutefois, il semble y avoir peu de possibilités de réduire davantage cette part. La capacité supplémentaire du marché international du GNL a été épuisée.¹⁸ Toute nouvelle réduction du gaz russe aurait probablement des conséquences dramatiques sur les prix du gaz en Europe. Les prix du pétrole ont augmenté au cours d'une période similaire en raison des réductions de la production de l'OPEP pour tenir compte des problèmes de maintenance et des interruptions de l'approvisionnement en Angola, au Kazakhstan et au Nigeria, ainsi que des perturbations de l'approvisionnement causées par les tempêtes hivernales et l'ouragan Ida aux États-Unis.¹⁹ Le déclenchement de la guerre en Ukraine à la fin du mois de février a ensuite fait exploser les prix de l'énergie et a donné au choc énergétique un caractère particulièrement aigu.

La place des combustibles fossiles dans l'économie mondiale est si fondamentale qu'il n'y a aucune industrie sur laquelle le choc énergétique n'a pas d'effet. Et les secteurs les plus automatisés, dont la composition organique du capital est la plus élevée, seront les plus touchés, car le capital industriel constant sur lequel ils reposent a besoin de combustibles fossiles pour fonctionner. Les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture seront particulièrement touchés en raison de leur dépendance aux combustibles fossiles. Dans les secteurs agricoles des nations les plus industrialisées, l'AIE estime que plus de 50 % des coûts sont des coûts énergétiques, soit directement (factures d'énergie), soit indirectement (engrais), et sont donc particulièrement sensibles aux prix de gros de l'énergie.²⁰

D'un point de vue empirique, il semble y avoir une relation plus forte entre les prix de l'énergie et le niveau général des prix qu'avec n'importe quel autre produit

de base.²¹ Le cas des engrais est révélateur de cette situation. Le processus Haber-Bosch utilise des combustibles fossiles (principalement du gaz naturel, à l'exception de la Chine qui, pour des raisons de balance des paiements, utilise la source d'énergie moins efficace qu'est le charbon) pour transformer le méthane et l'air en ammoniac (la forme la plus courante d'engrais artificiel) en chauffant et en appliquant des centaines d'atmosphères de pression à d'énormes conteneurs scellés. La plupart des grandes régions industrielles sont autosuffisantes en ammoniac et n'exportent qu'une petite partie de leur produit. La Russie fait exception à la règle, puisque 20 % de son produit est destiné au marché international. En revanche, de nombreux pays de la périphérie capitaliste, dotés d'un important secteur agricole qui exporte vers d'autres pays, importent la quasi-totalité de leur ammoniac. Le Brésil, l'Égypte et le Sri Lanka sont des exemples de ce modèle. Dans ce cas, entre chaque étape de la production – l'extraction du méthane, la production d'ammoniac, l'ensemencement et la culture des cultures, et la vente, qui exigent toutes de lourds intrants énergétiques – se trouvent des étapes de transport international distinctes, elles-mêmes incroyablement énergivores. On peut voir comment une augmentation des prix de l'énergie n'est pas simplement ressentie une fois par le consommateur lorsqu'il paie ses factures de gaz et d'électricité, mais encore et encore pour chaque achat qu'il effectue en raison de la présence de combustibles fossiles à chaque étape de la production. Quel que soit le niveau d'éloignement du produit énergétique brut, le coût s'élève par des milliers d'augmentations particulières. C'est pourquoi, dans une économie où la composition organique du capital est élevée, l'inflation est si sensible aux prix de l'énergie.

On peut en voir la preuve dans les niveaux d'inflation relatifs des pays européens en fonction de leur mix énergétique. L'Allemagne, particulièrement dépendante des importations de gaz en provenance de Russie, qui ont jusqu'à présent diminué de moitié²², affiche l'un des taux d'inflation les plus élevés, à 8,7 % en mai. La France, en revanche, qui possède un important secteur nucléaire national, est relativement bien lotie, avec un taux d'inflation de seulement 5,8 %.²³ Contrairement au pétrole et au gaz, les prix de l'uranium sont restés relativement constants au cours des deux dernières années.

Dans une situation similaire à celle des raffineries de pétrole américaines qui ferment (en dépit de l'appel inquiet du président Biden), la hausse du prix du gaz est si extrême qu'elle oblige certaines usines de production

17 . Oxford Institute for Energy Studies Report Jan 2022, iea.org

18 . ft.com

19 . blogs.worldbank.org

20 . iea.org

21 . Bank for International Settlements annual economic report June 2022, bis.org

22 . ft.com

23 . reuters.com

d'engrais à fermer ou à réduire leur production, leur activité n'étant plus rentable. Cette situation survient au moment même où le besoin d'engrais se fait cruellement sentir et où de nombreux producteurs agricoles s'attendent à une baisse du rendement de leurs cultures. La pénurie d'engrais est la cause première des difficultés économiques actuelles du Sri Lanka (aggravées par la mauvaise gestion économique de la bourgeoisie locale).

Le Sri Lanka, dont le secteur agricole est fortement subventionné, notamment pour l'achat international d'engrais chimiques, traverse une phase de libéralisation économique et d'ajustement structurel depuis la défaite de son insurrection tamoule à la fin des années 2000. Il a eu recours à des prêts internationaux, principalement de la Chine (bien que libellés en dollars) et d'autres voisins régionaux, pour payer une réduction de l'impôt sur les sociétés, remboursant les taux d'intérêt (alors) bas avec les revenus du tourisme. Au début de la pandémie en 2020, ce modèle basé sur le tourisme s'est effondré. Le gouvernement sri-lankais a alors procédé à une interdiction peu judicieuse des engrais pour limiter le déficit de sa balance commerciale et stabiliser sa monnaie. Cette mesure a toutefois réduit massivement le rendement des cultures, faisant du Sri Lanka, qui est normalement un exportateur de cultures, un importateur, ce qui affaiblit encore sa monnaie et rend l'ensemble de l'économie sri-lankaise inopérante. Le FMI propose de lui venir à son « aide ».

Si le Sri Lanka était particulièrement mal positionné, de nombreuses autres économies périphériques se retrouvent dans des situations similaires et pourraient également être exposées (la Zambie, le Belize et l'Équateur ont déjà fait défaut). Les années 2010 ont été marquées par l'augmentation la plus importante, la plus rapide et la plus généralisée de la dette publique des pays périphériques au cours des 50 dernières années.²⁴

Similitudes avec les années 1970

Les valets capitalistes ont établi des comparaisons superficielles entre la crise pétrolière du début des années 70 et le moment inflationniste (ou stagflationniste) actuel. Celle-ci a également connu une crise énergétique précipitée par un conflit inter-impérialiste (le conflit israélo-arabe à l'époque), en plus des niveaux d'endettement élevés dans la périphérie capitaliste. Cependant, la cause réelle était que le cycle d'accumulation était entré dans une spirale descendante causée par un taux de profit en baisse. Aujourd'hui, après un demi-siècle de crise systémique, la situation est pire que dans les années 70. Les taux de croissance mondiaux ont diminué des années 60 aux

années 70, passant de 5,5 % à 4,1 %. Dans les années 2010, la croissance était déjà faible, avec une moyenne de 3 %. Et le taux de croissance devrait ralentir de 2,7 % au cours de la période 2021-2024, ce qui représente plus du double du ralentissement de la croissance entre 1976 et 1979.²⁵ Les années 2010 ont été marquées par la crise de la zone euro de 2010-2012, le « taper tantrum »²⁶ de 2013, une baisse générale des prix des matières premières de 2011 à 2016, un ralentissement constant de l'économie chinoise et des tensions commerciales à partir de 2017 qui ont conduit à l'instauration de droits de douane et de quotas entre les principales économies. Les économistes craignent également que la limite des gains de productivité résultant des améliorations apportées à l'éducation, aux résultats en matière de santé et à la complexité financière ait été atteinte.²⁷ En bref, le système capitaliste était en mauvaise santé dès le début.

Pour l'instant, la combativité ouvrière n'a pas atteint les niveaux d'alors. Mais la question de savoir qui paiera pour la crise est déjà soulevée. Les cheminots du RMT ne sont que les premiers d'une longue liste de grèves. Les conducteurs de train, les cheminots de la TSSA, les employés municipaux d'Écosse, d'Irlande du Nord, de Hackney et de Rugby, les employés des postes, les éboueurs, les avocats pénalistes, les enseignants, les médecins et les infirmières en formation, le personnel soignant du St Monica Trust et les chauffeurs de bus, tous prévoient ou votent la grève pour les prochains mois.

D'autres signes indiquent toutefois que la décennie à venir sera très différente de celle des années 70. Si les prévisions de croissance sont moins bonnes que dans les années 70, l'inflation n'est pas aussi élevée ni aussi généralisée. La réponse des gouvernements à l'inflation sera également différente. Dans les années 70, les gouvernements hésitaient souvent entre la recherche d'une production élevée et du plein emploi, et la stabilité des prix. Maintenant que les gouvernements ne se soucient plus que de la stabilité des prix, l'épée qui pend au-dessus de la tête de la classe ouvrière peut s'abattre beaucoup plus rapidement.

Les conflits commerciaux, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement dues au COVID-19, et maintenant la guerre en Ukraine ont tous contribué à

25 .Ibid.

26 . « Un taper tantrum désigne le mouvement des rendements obligataires provoqué par les réactions des investisseurs à l'annonce par une banque centrale de la réduction future de ses programmes d'achat d'obligations. Même si la banque centrale ne cesse pas immédiatement d'acheter des obligations, les investisseurs peuvent vendre leurs obligations, ce qui entraîne une hausse des rendements. On dit de ces ventes qu'elles constituent une "crise de colère" en réaction à la nouvelle d'une réduction progressive. » (<https://www.thebalance.com/taper-tantrum-5225301>) [NdT]

27 .Ibid.

24 . CEPR Working Paper DP17381 Global Stagflation June 2022, cepr.org

gonfler le prix des produits de base. Lorsque les travailleurs exigent que leurs salaires dévalués soient augmentés en conséquence, ils se voient opposer des cris d'orfraie selon lesquels « cela nous ramènera à la spirale salaires-prix des années 1970 et 1980 ! » Il est vrai que les conditions du capitalisme d'après-guerre ont pu être incapables d'assurer un niveau de vie continu pour les travailleurs et un taux de profit acceptable pour les capitalistes. Dans les convulsions de cette décennie, le compromis social d'après-guerre entre le travail (c'est-à-dire les syndicats) et le capital s'est effondré, la restructuration capitaliste ayant conduit à un chômage de masse. Les décennies qui ont suivi le détachement du dollar de l'étalon-or en 1971 ont conduit à une hyper-financiarisation de l'économie mondiale qui, au lieu de résoudre les problèmes du capitalisme, n'a fait que reproduire sa contradiction la plus fondamentale. Ce ne sont pas les revendications salariales qui ont créé la bulle ubuesque qui a conduit

au plus grand krach financier de l'histoire. Et ce ne sont pas les revendications salariales qui ont créé la crise d'aujourd'hui. Il s'agit toujours essentiellement des tentatives du capital de résoudre le problème insoluble du faible taux de profit, tentatives qui impliquent à chaque fois une attaque contre les salaires et les conditions de vie des personnes dont le travail non rémunéré est à la base de ce profit.

Quelle autre option reste-t-il aux travailleurs que de combattre toute tentative d'appauvrissement ? En fin de compte, il n'y a pas d'autre moyen pour la classe ouvrière mondiale de maintenir une existence décente. Mais en luttant, ils remettent en question le système pourri qui les a mis dans cette situation. Comme nous l'avons vu ici, la crise est internationale, et en tant que telle, toute réponse doit être de dimension internationale. Il reste à voir si la classe ouvrière saura réapprendre les leçons de son histoire. Mais le coût de ne pas le faire, comme tout le reste dans cette société, est tout simplement trop élevé.

Éditorial de *Revolutionary Perspectives* 20 ,
Communist Workers' Organization-TCI, 14 août 2022

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

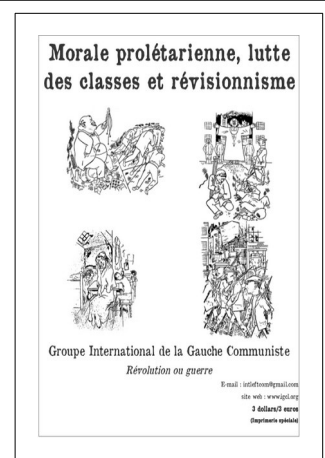
La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



Débat au sein du camp prolétarien

Dans le numéro précédent de cette revue, nous avons publié des Thèses sur la signification et les conséquences de la guerre en Ukraine et une lettre de la TCI qui prenait position, de manière à la fois critique et fraternelle, sur celles-ci. Nous l'avions accompagnée de quelques commentaires rapides. Nous reproduisons ici la lettre de réponse que nous avons envoyée à la TCI et qui essaie d'aller plus loin dans la réflexion et la clarification politiques communes.

Il faut aussi préciser au lecteur que cet échange de correspondances a eu lieu avant que la dynamique de grèves au Royaume Uni ait pris l'ampleur qu'elle a connue par la suite.

Réponse à la Tendance Communiste Internationaliste sur nos « Thèses sur la signification et les conséquences de la guerre en Ukraine »

Le GIGC à la TCI,

Chers camarades,

Nous voulons répondre ici à votre prise de position sur les *Thèses sur la signification et les conséquences de la guerre en Ukraine* que nous avons adoptées et publiées le 2 mars dernier. En premier lieu, nous nous excusons pour le retard de cette réponse. En deuxième lieu, nous saluons cette prise de position critique qui ne peut que nous aider à préciser notre position – sans exclure que vous ne puissiez *in fine* nous convaincre de certains de vos arguments critiques, voire de la validité de votre position ; et surtout, plus important encore, fournir un lieu, une référence, d'un débat contradictoire et d'une confrontation fraternelle pour l'ensemble des forces communistes d'aujourd'hui, anciennes et nouvelles, afin qu'elles puissent elles-mêmes s'orienter et, pour celles qui le désirent, nous rejoindre dans le combat historique pour le parti. Clarifier où se trouvent les divergences et différences d'approche et de méthode et confronter les positions est une dimension essentielle du combat pour le futur parti afin qu'il puisse se doter des outils programmatique, politique, théorique et organisationnel les plus clairs et efficaces possibles.

Votre courrier aborde trois points essentiels : notre position sur le parti ; la place centrale que nous attribuons à l'Europe dans la situation historique suite à l'éclatement de la guerre en Ukraine ; et notre méthode d'analyse qui se réfère au concept de *cours historique* et que vous jugez d'ordre idéaliste. Une précision préalable : cette critique est pour nous d'ordre politique et à ce titre tout à fait légitime.

Notre position sur le parti

Mais d'abord revenons sur notre « *évolution positive* » sur la question du parti. Le GIGC avait dû adopter formellement, dans une relative urgence en 2013, le document *positions de base* du CCI – à l'exclusion de celle sur Décomposition – comme cadre programmatique minimum pour un développement cohérent, centralisé et uni de ses activités. Sachant que nous n'étions pas alors

en condition de nous prononcer en toute clarté, sérieusement, sur les plateformes existantes de la TCI et du CCI, c'était le seul document mentionnant de manière succincte et nette les *frontières de classe*. Et sur lequel tous les membres pouvaient se définir avec sérieux et conviction. Néanmoins, nous étions déjà conscients des limites de cette plateforme, en particulier de sa coloration conseilliste sur la question du parti. De fait, les deux noyaux s'étant dissous pour constituer le GIGC avaient pour origine d'une part une participation au groupe canadien de la TCI d'alors, le GIO – et donc étant sur la position de la TCI sur le parti –, et de l'autre, la Fraction interne du CCI et sa revendication – et même défense – du *combat contre le conseillisme* dans les années 1980 que le CCI avait mené alors et qu'il a rejeté depuis. Dès la naissance du GIGC donc, nous étions conscients que nous devrions dépasser ces positions de base²⁸, ne serait-ce que parce que nous situions déjà le combat pour le parti comme une priorité centrale des activités et de l'intervention de notre groupe. Puis, sur la base de cette orientation initiale, notre *évolution* sur cette question s'est affirmée et développée tout au long des combats, intervention dans la lutte des classes, débats et confrontations politiques avec d'autres forces de la Gauche communiste – dont la TCI bien sûr –, processus d'intégration de nouveaux camarades, etc., que le GIGC a dû mener depuis sa constitution et dont notre revue a rendu compte et qu'elle a exprimés.

28 . « Le nouveau groupe, Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC), a adopté une plate-forme politique basée pour l'essentiel sur les positions de base commune à deux des principaux courants de la Gauche communiste internationale, la TCI et le CCI "historique". Cette plate-forme se présente sous la forme des positions de base telles qu'elles étaient publiées au dos du Bulletin communiste de la FGCI et des anciennes publications du CCI. L'adoption d'une plate-forme sous la forme concise de positions signifie que le groupe, bien que se référant aux positions du CCI "historique", ne se revendique pas uniquement et unilatéralement de ce seul courant de la Gauche communiste, mais aussi de l'autre courant historique de cette gauche qui défend globalement les mêmes positions de principe et qui est représenté aujourd'hui par la Tendance Communiste Internationaliste. A ce titre et sous cette forme, la plate-forme exigera des développements et une argumentation plus importantes dans le futur. » (Résolution sur la constitution du GIGC, novembre 2013, RG #1)

Ce processus de clarification politique a débouché et s'est matérialisé dans nos prises de position sur les plateformes du CCI, rejetée comme ouvertement conseilliste, et de la TCI que nous jugeons insuffisante pour la période historique qui s'ouvre, mais dont nous partageons la démarche et les positions. Au final, nous avons adopté une plateforme qui se base – essaie de se baser – sur les principes et l'héritage de la Gauche communiste d'Italie, les thèses de Rome et de Lyon et sur les plateformes de 1945 et de 1952 du PCint-Battaglia comunista, et qui reprend la démarche de ces dernières. Là où la cohérence de la plateforme du CCI de 1976 est fournie par le cadre *ascendance-décadence* du capitalisme, très, trop, souvent réduit à *réformes possibles-réformes pas possibles* pour établir la cohérence des positions de classe, la cohérence de la plateforme du PCint d'alors est fournie par la question du parti : toutes les positions de classe sont fondées et articulées autour d'elle et définies par elle. C'est la démarche méthodologique que notre plateforme a essayé de reprendre, de développer et d'adapter à la situation historique actuelle, celle-là même que la guerre en Ukraine vient illustrer, clarifier et définir.

L'Europe au centre de la situation internationale

Nous nous contenterons ici de reprendre les quelques commentaires que nous avons publiés dans notre dernière revue sur ce plan. Les thèses insistent sur le retour de l'Europe au premier plan de la situation historique tant au plan impérialiste comme de la lutte des classes ce qui, selon votre lettre, nous ferait oublier sous estimer la réalité de l'antagonisme fondamental chino-américain. Nous ne pensons pas qu'il y ait là une véritable divergence entre nous. En effet, les thèses s'attellent à souligner et avertir le prolétariat international de la signification historique de la guerre en Ukraine et en Europe. En soi, les ravages et les impérialismes en présence sont semblables à ceux de la guerre en Syrie. En soi, aucune différence notable, sauf à établir un décompte macabre des morts et massacres. Pourtant, l'une et l'autre n'ont pas la même signification historique, sauf à ânonner que *la guerre est permanente dans la phase impérialiste du capitalisme* ce qui ne permet pas de voir la réalité du cours des événements et donc les enjeux concrets, politiques donc, de la situation.

Le fait que le premier conflit marquant un pas important vers la guerre généralisée n'oppose pas la Chine à Taïwan, ce qui était une probabilité, mais la Russie et l'Ukraine, fait de l'Europe l'épicentre de la situation **pour le moment** et interpelle au premier chef le prolétariat en Europe ; prolétariat ayant comme les autres sa propre expérience historique ; expérience qui est certainement la plus riche de toutes les autres fractions du

prolétariat mondial à ce jour ; expérience qui ne préjuge en rien de sa capacité à lutter en masse dans la période qui vient, sachant que pour l'heure elle est en grande partie absente – la TCI a raison sur ce point. Afficher cela ne signifie pas que nous excluons par avance tout renversement de la situation internationale faisant de l'Asie l'épicentre de la situation **à un autre moment**, voire toute une période, et l'Océan Pacifique le théâtre principal de la polarisation impérialiste et de la guerre généralisée si elle devait advenir. Ni que le prolétariat en Chine et Asie ne puisse prendre l'initiative d'une vague révolutionnaire internationale face à une guerre qui le toucherait directement, comme sut le faire le prolétariat russe en 1917. Si divergence il y a sur ce point, elle réside plutôt dans le fait d'établir la probabilité – et non pas la prédiction – des événements à venir en fonction de l'analyse des événements actuels et de leur dynamique qui sont déterminés par la perspective de la guerre impérialiste généralisée et les affrontements de classe que la bourgeoisie ne peut manquer de chercher à imposer. Pour l'heure, du fait de la guerre en Europe, de l'aggravation de la crise qu'elle provoque à son tour (inflation et exploitation accrue), des attaques redoublées et brutales des bourgeoisies européennes pour leur « réarmement » et de l'expérience historique du prolétariat du continent – tous faits matériels et historiques –, nous estimons plus probable une réaction prolétarienne **de masse** à la guerre et à la crise partant d'Europe que d'Amérique, d'Asie ou encore d'Afrique. Cette probabilité n'est ni une prédiction, ni n'exclut de manière absolue qu'il puisse en aller différemment la situation restant la même par ailleurs²⁹.

Permanence de la lutte des classes ?

Si afficher que la guerre est *permanente* sous le capitalisme dans sa phase impérialiste, juste en soi, n'ait pas d'une grande utilité aujourd'hui, voire même tourne le dos à l'internationalisme conséquent, par contre reconnaître ou non que la lutte des classes – la lutte entre les classes – est **permanente** représente un enjeu théorique et politique important³⁰. Par exemple et pour les plus

29 . Il est plusieurs contingences, elles-mêmes probables, qui pourraient remettre en question cette probabilité si elles se réalisaient dans le court terme : l'explosion d'une crise financière ou boursière brutale qui peut éclater à tout moment du fait de l'endettement gigantesque et généralisé, lui-même destiné à s'approfondir du fait des nouvelles dépenses d'armement ; ou encore, une famine généralisée sur les continents africain ou asiatique, attisée par le blocage du blé ukrainien et l'explosion des prix des énergies, qui provoquerait des bouleversements sociaux tel que celui en cours aujourd'hui au Sri Lanka...

30 . Même dans les moments les plus noirs de la contre-révolution, au cours de la 2^e Guerre mondiale elle-même, des luttes ouvrières, parfois de masse, se développèrent et participèrent d'établir, certes à la marge, un rapport de forces légèrement modifié entre les classes ; dès 1942 – les mines en France –, puis en Italie en 1943 jusqu'à être un des facteurs de la constitution

caricaturaux, il est des groupes bordiguistes qui nient l'existence du prolétariat, et donc de la lutte des classes, en l'absence du parti. D'autres estiment que le prolétariat n'est pas, donc que la lutte des classes n'est pas, tant qu'il ne lutte pas ouvertement pour ses objectifs historiques révolutionnaires. Nous savons que ce n'est pas votre position. Mais nous ne savons pas jusqu'à quel point nous divergeons sur notre conception et compréhension de la dynamique même de la lutte des classes – entre les classes³¹.

Vous critiquez notre affirmation selon laquelle « les bourgeoisies d'Europe occidentale ont des difficultés à faire accepter à la fraction du prolétariat international qui a la plus grande expérience de la lutte ouvrière contre la crise et aussi contre la guerre impérialiste, le degré indispensable de soumission à la marche à la guerre ». Malheureusement, il nous semble que ce n'est pas le cas, au contraire, nous voyons que depuis environ un demi-siècle notre classe subit toutes les attaques venant de la bourgeoisie sans répondre ou sans répondre de manière adéquate. »

Une première remarque auto-critique : notre formule exacte qui est « une des difficultés [ce n'est pas la seule] pour les bourgeoisies d'Europe de l'Ouest... est d'imposer... le degré de soumission à la marche à la guerre » aurait dû préciser *marche à la guerre impérialiste généralisée* afin d'éviter toute confusion. Sur le fond de la question, il serait aveugle de nier que le prolétariat ne réussit pas à empêcher les guerres impérialistes locales ; tout comme qu' « il n'y a pas eu d'opposition de masse à la guerre, de la classe en tant que telle, ni en Ukraine,

du Partito Comunista Internazionale et même en Allemagne nazie en 1944-1945. On ne peut guère douter que le souvenir et la crainte du premier après-guerre, de 1918 et de la vague révolutionnaire internationale de l'après Première Guerre mondiale aient dicté les bombardements massifs des villes allemandes, puis l'occupation militaire du pays et le maintien en détention des prisonniers de guerre allemand dans l'attente que l'État allemand soit reconstitué et affermi. Même au plus profond de la contre-révolution, l'antagonisme entre les classes reste un facteur, un élément, de la situation et de son développement.

31 . Nous précisons pour deux raisons : d'une part, certains ne comprennent la lutte **des** classes que comme la lutte **de** classe, c'est-à-dire qu'ils ne voient, ou ne prennent en compte, que la lutte prolétarienne sans prendre en considération l'ennemi de classe, l'autre pôle de la contradiction. Ensuite, à cette difficulté ou confusion, s'ajoute le fait que dans certaines langues, en anglais par exemple, la lutte **des classes** et la lutte **de classe** semble se traduire, à notre connaissance, de la même manière, par *Class struggle* ; et que *Struggle of the classes, or between the classes*, n'existe pas.

ni en Russie et, malheureusement, pas même en "Occident". »³² Ou encore plus largement que le prolétariat ne subit pas toutes les attaques venant de la bourgeoisie sans véritable réponse à la hauteur des enjeux. Mais, ces faits objectifs, vérifiables et vérifiés, ne retirent rien à la nécessité pour la bourgeoisie d'imposer les sacrifices divers et multiples **supplémentaires** à ceux déjà imposés par le passé que la marche et la préparation à la guerre généralisée nécessitent. L'impuissance du prolétariat international à empêcher les guerres locales, et ici en premier celle du prolétariat européen face à la guerre en Ukraine, n'enlève rien au fait que la bourgeoisie, européenne en particulier, du fait de la guerre sur son sol, va devoir développer une économie de guerre – dit le président français Macron et comme l'illustre le réarmement de l'Allemagne – qui, tout comme la crise, sera payée par le prolétariat sous une forme ou une autre. N'est-ce pas déjà ce qui est en cours avec l'explosion brutale de l'inflation et l'intensification de l'exploitation sur les lieux de travail ? N'est-ce pas ce que les fractions les plus éclairées de la bourgeoisie préparent lorsqu'elles avertissent : « la vérité doit être dite aux opinions publiques européennes. (...) **Penser peser sur la Russie sans sacrifices est une illusion.** Alors

que l'armée, les dirigeants et les civils ukrainiens opposent une résistance héroïque à l'envahisseur russe, le moment est venu pour les dirigeants politiques européens d'affronter clairement le prix de la solidarité et d'y **préparer les opinions publiques.** » (éditorial³³ du journal français *Le Monde*, 26 février 2022, nous soulignons)

De ces faits objectifs, vérifiables et vérifiées, on peut relever que le facteur « marche à la guerre généralisée »,

De ces faits objectifs, vérifiables et vérifiées, on peut relever que le facteur « marche à la guerre généralisée »,

32 . Du moins à ce jour, car nous n'excluons pas que cela puisse être renversé dans un avenir plus ou moins proche dans l'un ou plusieurs pays européens, y compris la Russie – sans doute la saignée et le poison du nationalisme dans les rangs du prolétariat d'Ukraine rend moins probable des réactions de classe de sa part.

33 . Nous contentons ici de reprendre la citation du journal français *Le Monde* que nous avons utilisée dans les thèses. Il en est d'autres du même ordre et avec la même préoccupation politique de *préparer les opinions publiques aux sacrifices pour mener la guerre contre la Russie*. Alors que des grèves pour des augmentations de salaire ont éclaté dans différents secteurs, des transports en particulier, en lien direct avec la nouvelle inflation que tout le monde assimile non seulement à la crise mais maintenant directement à la guerre, les médias et politiciens – dans quelle mesure en est-il de même dans les autres pays ? – ne cessent de s'inquiéter devant la situation sociale et le risque de mouvement et de luttes dans les mois à venir.

produit de l'exacerbation et de l'impasse de la crise économique du capital, devient **facteur direct** du cours, de la dynamique, des événements de la situation internationale et de la lutte des classes ; du moins de celle que la bourgeoisie commence à mener et va développer pour les besoins de la guerre généralisée, celle que les experts militaires appellent *guerre de haute intensité* et pour laquelle de nombreux état-majors, américain, britannique et français à notre connaissance, cherchaient à convaincre leur gouvernements de se préparer depuis quelques années. La guerre en Ukraine³⁴ aura fini de les convaincre. À partir de l'analyse antérieure et, aujourd'hui, sur la base de la reconnaissance empirique des faits en mouvement, la lutte des classes ne peut que s'exacerber, ne serait-ce que du fait de la bourgeoisie elle-même. N'est-ce pas ce que votre plateforme elle-même prévoit avec justesse – bien avant la guerre en Ukraine ?

« Une fois encore, l'alternative entre guerre impérialiste et révolution prolétarienne est à l'ordre du jour de l'histoire et impose aux révolutionnaires partout dans le monde la nécessité de resserrer leurs rangs. A l'époque du capital monopoliste mondial, aucun pays ne peut échapper aux forces qui conduisent le capitalisme à la guerre. La tendance inéluctable du capitalisme à se diriger vers la guerre se matérialise aujourd'hui par l'attaque généralisée contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Les conditions matérielles de la lutte internationale du prolétariat contre ses exploiters sont donc réunies. »

Il est donc hautement **probable** qu'un des enjeux centraux de la confrontation de classe qui s'ouvre sera la capacité, plus ou moins grande, de la bourgeoisie à imposer au prolétariat les sacrifices nécessaires et additionnels à cette préparation à l'économie de guerre et à la marche vers la guerre généralisée. De même, du fait de la guerre en Ukraine, de la menace impérialiste et militaire russe sur tout le continent et des conséquences directes sur les conditions de vie du prolétariat en Europe, il est **probable** que le cœur, le centre, de ce premier affrontement massif entre les classes puisse se produire en Europe. Voilà ce que nous disons à ce jour.

Aujourd'hui, deux mois après votre lettre, cette probabilité semble vouloir se vérifier avec les prémisses, les premières escarmouches, de cet affrontement massif entre les classes du fait **direct** de la guerre et de la crise – la guerre en Ukraine ne fait qu'aggraver l'inflation qui explosait déjà auparavant. De nombreuses grèves et luttes prolétariennes, voire *révoltes sociales*, tendent à se

34 . L'escalade continue dans les fournitures et l'emploi d'armes plus massives et destructrices en Ukraine, par exemple les 50 000 bombes que l'artillerie russe balance quotidiennement sur les lignes ukrainiennes et qui pose la question de leur production de chaque côté, oblige chaque camp, nord-américain, européen de l'ouest et de l'est, la Russie bien sûr, à relancer et augmenter leurs lignes de production qui n'arrivent plus, pour l'heure, à fournir chaque front.

développer, en particulier pour des hausses de salaire, en Europe et sur les autres continents (Sri Lanka, Équateur...) ; **répétons-le encore une fois : en réaction aux attaques bourgeoises**. Le fait que les premières restent largement contrôlées par les syndicats, qu'elles ne prennent pas un caractère que certains appelleraient *radical*, voire *révolutionnaire*, qu'ils considéreraient comme seulement *économique* et *non politique*, ne retirent rien à la dynamique, à la tendance, vers des réactions prolétariennes. De cet affrontement de classes dont rien dans la situation d'aujourd'hui nous permet de délimiter de manière précise les termes, les conditions et les terrains d'affrontement sinon qu'ils seront déterminés – économiquement, politiquement et idéologiquement³⁵ – par la marche à la guerre, il est **possible**, sans dire qu'il est probable à l'heure où nous écrivons, que le prolétariat réussisse à dégager la voie à une *réponse adéquate* aux enjeux de la situation, c'est-à-dire à *freiner* de fait la marche à la guerre, voire ensuite à dégager sa propre perspective révolutionnaire comme alternative à la guerre généralisée. Mais nous n'en sommes pas là et rien, sinon nos espoirs et notre action limitée, trop limitée, ne permette aujourd'hui d'affirmer comme **probable** que le prolétariat réussira à freiner, puis s'opposer à la dynamique vers la guerre, et encore moins aujourd'hui à dégager sa propre perspective, celle de l'insurrection et de la dictature prolétariennes.

Idéalisme et cours historique

La conception et l'analyse de la lutte des classes et de la situation historique actuelle, celle ouverte par la guerre en Ukraine, que nous venons de présenter dans la partie précédente se rattache à notre utilisation – tentative d'utilisation – de la méthode que nous associons au concept de *cours historique* – celui-là même que le CCI vient d'abandonner à son 23^e congrès de 2019. Nous le savons, il s'agit là d'une divergence importante entre nous. Mais, nous semble-t-il, qu'il importe de *clarifier* afin de savoir au mieux quels sont les véritables points de divergence et sans s'attacher de manière formaliste à la... formule elle-même.

Nous ne partons pas de l'idée *cours aux affrontements de classe*³⁶, pour réduire tous les faits à celle-ci, ou encore

35 . La défense de la démocratie contre l'autocratie et la dictature pour les pays occidentaux et l'utilisation éhontée de la *résistance héroïque des ukrainiens à l'envahisseur russe* et de la saignée dont ils sont les premières victimes sont des arguments déjà tout trouvés (cf. la citation du journal *Le Monde* reproduite plus haut) contre l'*égoïsme de classe* dont tout grève et lutte ouvrière serait l'expression et qu'il faudrait donc interdire et réprimer au nom de l'union nationale et les besoins de la guerre.

36 . Note à l'attention des lecteurs : nous estimons que la dynamique actuelle des événements, de la lutte des classes, mène à des confrontations massives entre les classes, autrement dit que le *cours historique actuel est vers des confrontations massives entre les classes* dont l'issue va décider d'une dynamique vers la

les nier lorsqu'ils apparaissent trop ouvertement en contradiction avec l'idée pour pouvoir être réduit à celle-ci. Nous essayons de rejeter toute *spéculation idéologique* en essayant de nous baser sur l'évolution du rapport de force entre prolétariat et capitalisme à l'aune de son rapport à la perspective de la guerre impérialiste généralisée telle qu'elle agit et se réalise concrètement ; c'est-à-dire aujourd'hui à partir de la guerre en Ukraine, de sa signification et de ses conséquences. Celles-ci, guerre, signification et conséquences, étant vérifiables et vérifiées – du moins en partie à ce jour –, nous pouvons dégager des probabilités – non des prédictions – quant au cours des événements, de la situation, afin de pouvoir adapter nos activités, notre intervention, en fonction de ces probabilités et d'ores et déjà dégager des orientations et des mots d'ordre pour les combats de notre classe, même s'ils ne peuvent être encore que très généraux³⁷.

Exemple ? C'est la raison fondamentale pour laquelle nous avons adhéré à l'Appel de la TCI pour la constitution de comités NWBCW. Car, précisément, il se base, et ne pouvait se baser, qu'à partir de la reconnaissance de l'alternative historique révolution ou guerre pour pouvoir avertir clairement sur les conséquences pratiques, matérielles, que la guerre impérialiste en Europe signifie par rapport à la guerre impérialiste généralisée et ce qu'elle implique pour le prolétariat ; et donc sur la compréhension – osons le mot – *dialectique* que les sacrifices additionnels que la bourgeoisie va chercher à lui imposer, pour et au nom de la guerre, comportent, outre la nécessité, les conditions et la perspective de réactions prolétariennes. Exemple contraire ? La déclaration abstraite de principe du CCI sans aucune proposition d'action concrète et d'orientation vis-à-vis du prolétariat et

impuissant du fait même qu'elle ignore, en fait rejette, tout danger et toute dynamique vers la guerre généralisée, ne lui permettant pas ainsi de dégager des orientations et des mots d'ordre d'action concrète, hormis son antique classique et à tout propos pour un nouveau Zimmerwald !

La *permanence* de l'antagonisme entre les classes signifie que la lutte entre bourgeoisie et prolétariat, capital et travail, est elle-même permanente, une constante. Que le *cours* de cette lutte entre les classes, sa dynamique, soit défavorable ou non du point de vue des intérêts historiques et immédiats du prolétariat, ne change rien à la *permanence* de l'antagonisme en mouvement entre les classes. Chercher à comprendre la dynamique, ce que nous appelons le *cours*, historique de la lutte des classes, c'est-à-dire vers une aggravation ou une accalmie, une accélération ou un ralentissement, des affrontements et définir l'évolution du rapport de forces entre les classes la plus probable, est précisément une des tâches centrales du parti, direction et avant-garde politiques du prolétariat. Il lui appartient d'adapter ses activités et son intervention, orientations et mots d'ordre, aux enjeux et aux différentes batailles qui se présentent selon les moments et

les lieux. Qu'il puisse se tromper dans la définition de ce qui est *le plus probable* ne peut être écarté tout comme que la probabilité ne se réalise pas pour différentes contingences. Voilà pourquoi il convient de vérifier sans cesse, en permanence, si les faits viennent confirmer ou non ce qui avait été défini comme probable ; et le cas échéant d'adapter, modifier, au plus vite et au mieux, orientations et mots d'ordre, la tactique. Mais rejeter toute analyse et recherche de ce qui est le plus probable, de ce que la dynamique porte en elle, affaiblit considérablement la capacité de compréhension et d'analyse, devenue superflue, et ne peut que produire une approche et une défense dogmatique et statique des principes et des mots d'ordre indépendamment des différentes batailles et enjeux, indépendamment du temps et des lieux ; c'est-à-dire abstraits et sans utilité pour les différents moments et batailles auxquels le prolétariat se retrouve confronté.

Fraternellement, le GIGC, le 13 juillet 2022

« À l'état d'extrême décomposition où elles se trouvent, les masses ne parlent plus leur langue spécifique mais la langue des traîtres qui ont assuré la victoire du capitalisme lorsque les situations révolutionnaires avaient fait trembler le régime capitaliste. Dans tous les pays c'est la voix commune des Staline, des Vandervelde, des Hitler, des Mussolini, qui s'élève et qui relie provisoirement les masses au capitalisme mondial. Mais nous n'en sommes qu'à la répétition générale. Pour quand la guerre ? Personne ne saurait le prédire. Ce qui est certain, c'est que tout est prêt : ce mois de mars 1936 devait le prouver tragiquement, lumineusement. »

La course vers la guerre
Bilan #29, mars 1936

guerre généralisée ou bien vers une période pré-révolutionnaire.

37 . Nous ne pouvons pas aborder la place du facteur groupes communistes et direction politique dans la réalité du rapport de force actuelle malgré leur isolement général et de la faiblesse de leur influence, les deux sont réelles, surtout sans mouvement de la classe, sans lutte massive « ouverte ». Pour autant, le lien parti-classe ne se limite pas, ne se résume pas, au simple constat immédiat de l'isolement du premier vis-à-vis de la seconde, surtout si l'on considère que « la notion de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. » (Parti et classe, PC d'Italie, 1921) Mais c'est là un autre débat à clarifier entre nous.

Correspondance avec le Red Specter Collective (USA) sur la dynamique de la lutte des classes et l'intervention des organisations communistes

Nous publions ici des extraits de la correspondance que nous avons eue avec le Collectif Red Specter des États-Unis (<https://redspecter.net/>). Les camarades du collectif ont dans un premier temps compris notre position sur les syndicats comme une position indifférentiste vis-à-vis des luttes quotidiennes, économiques ou revendicatives, du prolétariat. C'est essentiellement cette confusion que nous essayons de clarifier dans notre courrier. Nous n'avons pas eu le temps de traiter directement différentes autres questions soulevées comme, par exemple, ce que la première lettre appelle « formations pré-parti ». De même, nous n'abordons pas directement la question du « réseau de groupes territoriaux » que le collectif appelait de ses vœux dans un premier temps ; ou encore la distinction que la lettre fait, à tort selon nous, entre « lutte en soi » et « lutte pour soi ». Néanmoins, les camarades sont revenus sur la constitution d'un réseau de groupes territoriaux suite à notre courrier et à leur lecture de L'idéologie allemande de Marx et de Grève de masse, parti et syndicat de Rosa Luxemburg. Nous sommes convaincus que la publication de ces échanges et la poursuite du débat sur ce point intéressera l'ensemble des forces communistes à l'aube de confrontations massives entre les classes provoquées inévitablement par la crise et la guerre.

Lettre du Red Specter Collective (29 juin 2022)

Camarades,

Oui, vous pouvez partager la correspondance avec la TCI. (...) Nous discutons de votre plate-forme lors de notre prochaine réunion ce dimanche et nous espérons pouvoir vous envoyer des réflexions supplémentaires à la suite. Si possible, ce serait utile d'avoir vos réflexions sur les positions avancées ici avant dimanche, si vous en avez le temps, afin que nous puissions approfondir plus à partir de celles-ci. (...)

Syndicats, lutte économique et spontanéité

En ce qui concerne la question des syndicats, nous sommes d'accord sur le principe de leur rôle historique contre-révolutionnaire ; cependant, nous débattons toujours en interne de la tactique appropriée face à eux aujourd'hui. Ce qui suit est un essai d'un membre qui n'a pas été entièrement discuté par tous les membres, mais nous apprécierions une réponse.

Abstention vis-à-vis de la lutte économique ?

Votre plate-forme semble impliquer que les formations pré-partis qui devraient devenir de « véritables organisations permanentes » ne devraient pas elles-mêmes s'engager dans la lutte de classe défensive, économique, pour faire avancer les intérêts immédiats des travailleurs sur une base permanente.

« Par conséquent, le caractère capitaliste de ces organes s'étend à toutes nouvelles organisations qui se donnent des fonctions similaires et ceci quels que soient leur modèle organisationnel et les intentions qu'elles proclament. Il en est ainsi des syndicats dits révolutionnaires ou de base **comme de l'ensemble des organes (comités ou noyaux ouvriers, commissions ouvrières) qui peuvent subsister à l'issue d'une lutte, même opposée aux syndicats, et qui tentent de constituer une véritable organisation permanente de défense des intérêts immédiats des travailleurs.** » (Plateforme du GIGC)

La lutte autour de la défense des intérêts immédiats des travailleurs fait partie intégrante de la lutte de classe en soi. Le travail des communistes est de s'engager dans cette lutte pour l'élargir à une lutte de classe pour soi

autant que possible ; l'émergence de la lutte de classe politique vient des réalités mises en avant dans la lutte économique, par les contradictions au sein de l'infrastructure économique qui mettent les travailleurs en confrontation directe avec leur ennemi de classe et sont ainsi capables de se constituer en une classe distincte à partir d'une masse de travailleurs individuels agissant, dans des circonstances normales, en concurrence les uns avec les autres. Seule la lutte des classes peut effacer le brouillard de confusions de l'idéologie bourgeoise, qui tente constamment de détourner les antagonismes sociaux créés par son système de production pour se revitaliser elle-même.

En excluant les activités organisationnelles qui incorporent des tactiques orientées vers le regroupement avec les travailleurs autour de l'organisation pratique de la défense de leurs intérêts immédiats, les communistes perdent l'opportunité de faire progresser la conscience des travailleurs dans les moments critiques et parfois brefs, au moment même où ils agissent selon leur instinct de classe, et sont les plus susceptibles de faire de grands pas vers une conscience de classe plus large. Comme la conscience de classe ne se développe pas de manière linéaire et qu'elle n'apparaît généralement qu'à la suite des contradictions économiques auxquelles les travailleurs sont confrontés et dans la défense de leurs intérêts matériels, il est de notre devoir d'intervenir de manière à renforcer la capacité des travailleurs à défendre leurs intérêts individuels tout en les aidant à comprendre leurs intérêts de classe plus larges et leur rôle historique. Nous devrions également avoir pour objectif critique de travailler à l'incorporation des travailleurs qui sont gagnés à la position internationaliste au sein de ces luttes de classe dans des groupes territoriaux vivants et actifs de révolutionnaires. Nous savons que la conscience communiste se décompose et meurt si elle réside dans l'esprit de travailleurs individuels restant isolés et détachés d'un collectif révolutionnaire, où seul peut vivre l'histoire de

notre classe et ses leçons. Les thèses de la TCI sur le rôle des communistes dans la lutte économique de la classe ouvrière stipulent que

« Aujourd'hui, la lutte économique est immensément plus complexe qu'à l'aube du capitalisme mais malheureusement les communistes ne peuvent pas s'asseoir les bras croisés en attendant des jours plus prometteurs. Il est illogique qu'une organisation qui se définit communiste n'intervienne au sein du prolétariat que lors de certaines périodes historiques ou lors de meilleurs rapports de force. S'impliquer dans la lutte quotidienne de la classe ouvrière fait partie intégrante du travail révolutionnaire. Comme insistait Onorato Damen à cet effet : "Mettre de l'avant des politiques révolutionnaires sur le terrain de la classe, aussi petit soit-il dans les conditions d'insécurité et de faiblesse actuelles de la lutte ouvrière, en s'engageant dans un militantisme politique actif, lequel ne se restreint pas seulement à l'écriture et à la théorisation qui représentent une activité individuelle toujours discutable dans l'intention autant que dans les résultats." Aujourd'hui, ce n'est plus le syndicat qui est l'école du socialisme, mais la lutte des classes elle-même. »³⁸

Ici, la TCI et Onorato Damen impliquent que la mise en avant de « petites » revendications révolutionnaires dans la lutte économique quotidienne des travailleurs est une partie essentielle du travail communiste, dans des moments comme aujourd'hui où le mouvement ouvrier est petit et faible. Dans tous les écrits de la TCI, ils décrivent comment une partie du travail d'organisation communiste consiste à élargir et à généraliser les revendications dans la lutte économique des travailleurs en fonction de la réalité de la situation.

Bien sûr, si le seul engagement des communistes auprès des travailleurs dans le feu d'une grève ou d'une lutte consiste à apparaître comme extérieurs, se contentant de distribuer du matériel de lecture, puis à se retirer de la situation, le résultat le plus probable est que ces bouts de papier seront immédiatement mis à la poubelle. Nos interventions doivent impliquer à la fois la théorie et l'action en participant directement à ces luttes et en aidant les travailleurs à accomplir le travail nécessaire pour mener à bien une activité militante, selon leurs besoins. Ainsi, un équilibre approprié entre le travail de développement théorique et l'action doit être trouvé dans les formations pré-parti. Une telle activité nécessite des regroupements et des adhésions de personnes qui ne sont pas seulement des experts en théorie, développant de la propagande et du matériel éducatif pour la distribution, mais des combattants courageux qui ont fait leurs preuves dans la guerre de

classe elle-même et qui travaillent ensemble à l'unisson en ajoutant à l'activité globale des formations pré-parti. En participant activement au travail partagé de la lutte collective, les militants s'engagent dans la construction de relations avec les travailleurs, ce qui permet de faire de la propagande et d'agiter les travailleurs de manière beaucoup plus approfondie et cohérente par le biais d'échanges discursifs et de dialogues dans le cadre des développements en cours d'une lutte particulière. Ce type de méthode est beaucoup plus efficace pour élever la conscience communiste que la simple distribution de matériel de lecture. (...)

Les révolutionnaires ne devraient pas reproduire par inadvertance des divisions qui les séparent du mouvement général des travailleurs en refusant de s'engager dans les travaux logistiques subalternes qui sont souvent nécessaires pour soutenir de tels moments d'action de la classe ouvrière ou de prendre les mesures risquées associées à la présence sur les lignes de piquetage ou les barricades lorsque les travailleurs prennent des mesures décisives. Oui, nous devrions nous joindre aux assemblées si et quand elles se forment, mais nous ne devrions pas non plus oublier de souligner l'importance de se joindre au travail réel et au travail que des choses comme la gestion d'une grève exigent. Les mouvements de la lutte économique sont des mouvements de la classe elle-même qui développe une conscience initiale et nous avons donc la responsabilité de nous immerger dans ces activités dans la mesure où cela est avantageux compte tenu de l'éventail des forces révolutionnaires dans une région donnée.

Ainsi, les communistes doivent être réactifs face aux réalités vivantes et dynamiques des travailleurs eux-mêmes et agir comme de bons généraux prudents en évaluant l'alignement des forces de classe dans toute situation donnée, afin de déterminer l'importance de se consacrer respectivement à l'agitation, à la propagande ou au travail d'intervention directe. Si les formations pré-parti n'interviennent que plus directement dans la lutte économique de « leurs propres lieux de travail », comme cela semble être généralement la doctrine de la tradition dameniste aujourd'hui, alors les forces pré-parti se séparent à nouveau du mouvement générale de la classe, et ne se dotent pas de la marge tactique pour accroître leurs nombres dans un endroit donné et à un degré suffisant pour réunir les prolétaires avec les armes des leçons historiques de leur classe. Le parti doit trouver un équilibre entre l'accent mis sur le développement théorique et l'activité au sein de la classe. (...)

Dans cette situation, il est nécessaire de développer des pratiques organisationnelles qui permettent aux formations pré-parti de disposer d'un champ tactique pleinement capable d'atteindre les prolétaires, tout en se

38 . TCI, Thèses sur le rôle des révolutionnaires dans les luttes économiques de la classe ouvrière, 2015, <https://www.leftcom.org/fr/articles/2017-09-29/th%C3%A8ses-sur-le-r%C3%B4le-des-communistes-dans-les-luttes-%C3%A9conomiques-de-la-classe>

préparant à développer des méthodes de plus long terme et des capacités à fonctionner dans une période où la répression étatique sera plus profonde comme cela pourrait se produire aux États-Unis. De plus, un engagement plus direct dans la lutte économique, nous permettrait à la fois d'initier les travailleurs au programme communiste et de recruter des militants. La nécessité de présenter aux camarades prolétaires une alternative politique viable aux lignes de bataille de plus en plus polarisées qui se dessinent entre les ailes gauche et droite du capital et les différents blocs impérialistes, est plus pressante que jamais. Sans la présence de groupements locaux de militants capables de participer activement aux mouvements de classe, c'est une garantie que le programme révolutionnaire n'entrera jamais en contact avec les masses de la classe ouvrière, ce n'est pas un processus que nous pouvons compter voir se produire tout seul en raison d'un déroulement mystique du déterminisme matériel, mais des questions pratiques et tangibles d'organisation qui doivent être abordées concrètement. (...)

Au-delà du contrôle totalitaire manipulateur des technologies de communication qui façonnent et taillent la conscience subjective et la manière dont les prolétaires comprennent et voient les lignes de combat et le cadre politique pour faire avancer leurs intérêts individuels au sein de l'ordre capitaliste décadent, une vaste armée d'ONG et d'organisations [gauchiste, NdT.] d'idéologies capitalistes de gauche, soutenues par un vaste éventail d'usines intellectuelles et idéologiques bourgeoises appelées universités, se présente immédiatement dans tout mouvement spontané en dehors du lieu de travail pour dominer et contrôler ces mouvements. À l'« âge de l'information » et de l'« économie de l'attention » d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas compter sur les outils dominés par le capitalisme d'État pour nous donner une connaissance du terrain de classe et guider nos interventions. Au lieu de cela, les formations pré-parti devraient rechercher des sections de la classe ouvrière, avant même qu'elles ne fassent parler d'elles par leur

propre lutte active. Construire des liens avec la classe ouvrière, l'encourager à s'auto-organiser, à agir, offrir notre solidarité et nos méthodes d'organisation pour combattre les attaques des patrons et générer un contenu d'agitation à partir des expériences vécues par la classe elle-même, au lieu de suivre le dernier acte de violence sur lequel se concentrent les forces de gauche du capital.

Groupes territoriaux et aspect défensif de la lutte de classe

Ainsi, nous voyons un besoin pour les formations pré-parti, là où elles existent dans les localités avec un nombre suffisant de membres, de développer des programmes réguliers se concentrant sur l'éducation interne, la propagande, l'agitation et les activités enracinées dans la solidarité active avec les luttes défensives de la classe. Cela pourrait ressembler à la création de groupes territoriaux organisés autour de principes internationalistes qui recherchent activement des groupes de travailleurs envisageant de prendre des mesures contre leur patron sur leur lieu de travail. En les encourageant à former des comités d'action temporaires et/ou à rejoindre le groupe territorial lui-même. De telles tactiques permettent aux formations pré-parti de développer une expérience d'organisation et de confrontation, de gagner des prolétaires au programme communiste et de présenter les points de vue de nos tendances à des sections beaucoup plus larges de la classe ouvrière. Sans le développement d'un champ tactique plus large, les formations pré-partis seront probablement incapables de développer la composition organique des membres nécessaire pour développer des organisations vitales capables de devenir une véritable force matérielle capable d'avoir un impact sur le déroulement des événements. Notre tendance représente les seules réponses cohérentes fondées sur des principes pour le prolétariat mondial et il est d'une nécessité vitale de découvrir les moyens d'apporter cette tradition aux prolétaires du monde entier à la recherche d'outils de libération. (...)

Red Specter Collective, June 29th 2022

Lettre du GIGC (2 juillet 2022)

Le GIGC au Red Specter Collective,
Chers camarades,

Malheureusement, nous ne serons pas en mesure de vous envoyer des commentaires et arguments suffisamment développés avant votre réunion de demain. En effet, votre lettre traite principalement de la question de l'intervention des révolutionnaires au sein de la classe ouvrière et soulève plusieurs questions théoriques et politiques – le processus même de la lutte des classes, la relation parti-classe – qui demanderaient plus de temps et une clarification de nos positions respectives. Le moyen le plus *simple* pour vous faire une

première idée de notre conception – et donc peut-être des différences que nous pouvons avoir – sur la lutte des classes et sur notre intervention au sein de la classe est peut-être de vous référer à certains de nos articles. Nous ne vous renvoyons pas à ceux-ci comme à des positions absolues, à « accepter ou à rejeter », mais comme des outils pour vos et nos réflexions et débats politiques – voire la confrontation – ainsi qu'une clarification générale pour savoir quels sont les accords et les désaccords.

Nous tenons particulièrement à clarifier quelle est notre position en ce qui concerne la *lutte économique*.

Non seulement nous pensons qu'il est absolument nécessaire que les groupes communistes interviennent et en fassent partie, tant par leur intervention générale que par les membres ou sympathisants qu'ils peuvent avoir sur les lieux de travail, mais nous défendons qu'ils doivent tenter, lutter pour, prendre la direction politique de ces luttes économiques, aussi limitées et locales soient-elles. Là, il y a déjà un point à souligner : pour nous, toute lutte de classe, même très locale et très limitée est non seulement une lutte économique mais aussi une lutte *politique*, ne serait-ce que parce que dans notre période historique, toute lutte de la classe ouvrière se confronte directement à l'ensemble de l'appareil d'État capitaliste. Pour qu'une lutte soit la plus efficace possible au regard de ses revendications, elle nécessite de chercher l'extension et la généralisation et donc de se confronter à l'opposition syndicale, ouverte ou masquée, à celles-là. Ainsi, les revendications économiques et la dimension politique de toute lutte sont étroitement liées car les groupes communistes et leurs militants sur les lieux de travail doivent mettre en avant des revendications qui font partie de ce combat pour l'extension, pour que les travailleurs d'autres lieux puissent les reprendre à leur compte et ainsi entrer dans la lutte elle-même. Ainsi, la lutte politique que toute lutte prolétarienne doit mener pour rechercher une quelconque *efficacité* consiste en premier lieu à organiser l'extension et à lutter contre les tentatives de maintenir la lutte isolée qui fixent des exigences spécifiques et corporatistes étrangères à d'autres lieux ou secteurs, etc. Le rôle spécifique de l'avant-garde politique n'est pas seulement de mettre en avant ces revendications et méthodes d'extension mais aussi d'établir quel est le rapport de forces immédiat pour que l'extension et les revendications soient un véritable enjeu de la situation, de la lutte, qui soient politiquement possible – évidemment, nous n'appelons pas à l'insurrection ouvrière à tout moment. Il en va de même pour la définition des moyens et des objectifs, type d'extension et revendications, de toute lutte. Enfin, dans cette lutte pour les revendications et l'extension, les prolétaires sont confrontés aux syndicats, grandes centrales syndicales comme syndicats de base³⁹, qui s'opposent, ouvertement ou non, à ces revendications unitaires et à la nécessité d'étendre la grève ou la lutte. Pour faire simple et de manière grossière, cette confrontation, ouverte ou non, avec les syndicats en tant qu'organes à part entière de l'État bourgeois dans notre période historique, fait pleinement partie de la dimension politique de la lutte.

39 . Quelle que soit l'honnêteté et la sincérité des syndicalistes ou délégués syndicaux de base, et même si ils peuvent même être parfois d'accord et soutenir notre orientation pour un moment et une situation donnés. Et, si nous pouvons les convaincre, très bien...

Le deuxième questionnement que nous avons à la lecture de votre lettre est la *Ligue de Solidarité Ouvrière Internationaliste* [Internationalist Workers Solidarity League] que vous mettez en avant. Cela demandera une clarification plus approfondie. À première vue – nous n'avons donc pas de position définitive à ce sujet –, elle nous apparaît comme une sorte de schéma formel, alors que le processus de lutte des classes est beaucoup plus dynamique et mouvant. La façon dont vous le présentez met l'accent sur *l'enracinement dans la classe, ne pas être extérieur, d'aider les travailleurs qui acceptent les principes internationalistes*. La démarche tend⁴⁰ à établir le rapport parti-prolétaires comme une relation avec une addition d'individus. Elle réduit également cette organisation spécifique – est-ce la *formation pré-parti* que vous mentionnez ? – aux ouvriers qui *acceptent les principes internationalistes* – qu'en est-il des autres ? Cette position est-elle la même que celle des AAUD du KAPD qui, en réalité, et malgré leur position antisyndicale formelle, étaient de nouveaux syndicats ? Autre questionnement : qu'entendez-vous par apparaître comme *extérieur* ? Réduisez-vous la relation parti-classe à la seule présence physique des militants sur les lieux de travail ou à leur relation locale à tel ou tel groupe de travailleurs ? Puisque vous vous référez aux Thèses de Lyon, nous pensons qu'il est utile de citer ce passage par rapport à toute conception *ouvriériste* [travailleuse] et de réfléchir à la fois à la dynamique de la lutte des classes et à la relation avec le parti :

« Toute conception des problèmes d'organisation interne retombant dans la vision travailleuse du parti révèle une grave déviation théorique en ce sens qu'elle substitue un point de vue démocratique au point de vue révolutionnaire, et donne plus d'importance à des projets utopiques d'organisation qu'à la réalité dialectique du conflit des deux classes opposées ; »⁴¹

Pour être bref, présentons, très grossièrement, quels sont [selon nous] les principaux organes-organisations que le prolétariat développe pour ses luttes historiques et immédiates dans la période du capitalisme d'État :

- ce que nous appelons les organes *unitaires* qui rassemblent l'ensemble des travailleurs, simplement parce qu'ils sont prolétaires et qu'ils veulent participer aux luttes ; ce sont les syndicats du 19ème siècle jusqu'à, disons, la 1ère Guerre mondiale ; de nos jours, ce sont les conseils ouvriers ou les soviets en période révolutionnaire ou pré-révolutionnaire dans lesquelles la classe est mobilisée *en masse*, les assemblées générales ou les comités de grève – quel que soit le nom formel qu'ils portent. Ces organisations unitaires rassemblent tous

40 . Nous restons prudents car nous ne sommes pas sûrs d'avoir bien compris votre position. Mais, nous voulons aussi vous présenter notre première préoccupation afin de favoriser autant que possible la clarification de nos positions respectives.

41 . <http://www.pcint.org/> Thèses de Lyon, point 2, Nature du parti.

les ouvriers pour la lutte ;

- le prolétariat produit également ses organes politiques, c'est-à-dire le parti politique, le parti et les groupes communistes, dont la fonction est d'assumer la direction **historique** et **politique** pratique de la classe comme un tout ;

- il existe un troisième type ou *dimension* d'organisation qui établit un lien direct entre les deux. Pour nous limiter ici, nous pouvons mentionner ce que la TCI appelle les *groupes d'usine et territoriaux* mis en place par le parti. Pour notre part, nous soulignons la nécessité de *comités de lutte* qui peuvent être le produit du rassemblement de travailleurs d'un lieu de travail ou d'un territoire qui veulent se mobiliser et préparer une lutte. Ces *comités de lutte* peuvent être, et parfois doivent être, mis en place à l'initiative et par les appels des groupes et du parti communistes – d'une certaine manière, nous considérons pour notre part les *comités No War But the Class War* comme des *comités de lutte*.

Cette présentation est très grossière et limitée. La réalité de la lutte des classes est beaucoup plus dynamique et mouvante que les distinctions et les catégorisations formelles. Il s'agit simplement de vous donner une idée générale de notre approche politique.

Peut-être qu'une « spécificité » du GIGC à ce jour est que, parmi les forces *pro-parti* et celles qui se réclament de la Gauche Communiste d'Italie, nous nous référons et basons notre compréhension et notre position sur la lutte des classes sur processus de *la grève de masse* tel que Rosa Luxemburg l'a décrit, tel que Trotsky l'a relaté dans son livre *1905* et à la grève de masse telle que Lénine y a fait référence à plusieurs reprises.

Comme vous pouvez le constater, votre lettre a ouvert un champ de questionnements et de discussions que nous espérons pouvoir développer. Nous voulions simplement vous présenter ici quelques lignes générales de réflexion et de débat. Si vous avez le temps, vous pouvez vous référer à certaines de nos prises de position antérieures :

- dans *Révolution ou guerre #8*, et en réponse au texte de

la TCI *Le rôle et la structure de l'organisation révolutionnaire*, nous avons publié *Réflexions sur les groupes intermédiaires entre le parti et la classe* (<http://igcl.org/Reflexions-sur-les-groupes>);

- dans *Révolution ou guerre #11*, nous avons publié *Commentaires sur les thèses du GCCF sur la question syndicale* (<http://igcl.org/Debat-sur-la-question-syndicale>).

Sur notre intervention, vous pouvez aussi vous référer aux tracts et comptes-rendus de luttes spécifiques, en particulier en France, que nous avons aussi publiés comme dans les numéros 6, 10 et 14. Par exemple, très court est l'article *Réponse aux commentaires critiques* (<http://igcl.org/Commentaires-critiques-rapides-sur>) sur la question des revendications *économiques* afin que vous puissiez avoir une vue rapide et le lire avant votre réunion de dimanche. Plus long, le *Deuxième communiqué sur les grèves en France* (<http://igcl.org/Contre-la-solution-du-capitalisme>) traite de la question des organes « intermédiaires » et notre intervention en leur sein.

Nous sommes désolés de vous répondre si près de votre réunion. Mais, tout processus de clarification et de discussion doit s'inscrire dans la durée, notamment par rapport à la lutte pour le parti. Il est certain que vous n'aurez pas assez de temps pour lire et discuter les textes auxquels nous vous renvoyons. Mais notre objectif est simplement de vous donner quelques références pour l'avenir et de vous aider à voir et à savoir quelles sont nos positions et quelles peuvent être nos différences. Cela fait aussi partie de tout processus de clarification. Par ailleurs, et par expérience, nous savons que les débats, les confrontations et les commentaires, qu'ils soient critiques ou non, sont toujours les bienvenus. Non pas pour une raison *démocratique*, ni parce que toute position serait égale aux autres, mais parce que cela nous oblige à réfléchir et à répondre aux arguments et aux critiques, que ce soit en améliorant l'argumentation, ou bien en étant convaincu de la critique elle-même(...)

Saluts internationalistes, le GIGC

Lettre réponse du Red Specter Collective (29 juillet 2022)

Camarades,

Depuis notre dernière correspondance, nous avons réfléchi collectivement à certains des points que vous avez soulevés et des documents que vous avez envoyés. Les questions que vous avez soulevées, ainsi que notre lecture de *L'idéologie allemande* de Marx et de *Grève de masse* de Luxemburg, le tout dans le contexte d'un nombre croissant de grèves dans le monde, même depuis notre dernière correspondance, ont clarifié beaucoup de choses pour nous. Un point d'achoppement majeur concernait évidemment la question de la spon-

tanéité et de la relation parti-classe.

La lecture de *L'idéologie allemande* nous permet de mieux comprendre comment, historiquement, la « masse révolutionnaire » naît des contradictions entre les rapports de production et les forces productives. Il s'agit d'un processus historique qui émerge au cours d'une longue période, en tant que tel, nous ne devrions pas tant nous considérer comme des individus séparés de la dynamique déterminante au sein du mode de production capitaliste. Nous agissons plutôt comme l'élément conscient de la classe elle-même.

Selon Marx, dans *L'Idéologie allemande*, « Les individus isolés ne forment une classe que pour autant qu'ils doivent mener une lutte commune contre une autre classe; pour le reste, ils se retrouvent ennemis dans la concurrence. Par ailleurs, la classe devient à son tour indépendante à l'égard des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel; ils sont subordonnés à leur classe. C'est le même phénomène que la subordination des individus isolés à la division du travail et ce phénomène ne peut être supprimé que si l'on supprime la propriété privée et le travail lui-même. »⁴²

Ainsi, en tant que révolutionnaires, nous ne sommes pas séparés de l'émergence des différents facteurs qui déterminent l'alignement des capacités du prolétaire à un moment donné. Nous agissons en tant qu'élément conscient de la classe elle-même, qui a surgi comme produit du niveau exact des contradictions à cette jonction historique au sein du système lui-même tel qu'il s'est déroulé au cours de notre vie.

En nous familiarisant davantage avec la grève de masse telle qu'elle s'est produite en Russie, nous voyons maintenant comment le processus dont Marx a parlé dans *L'Idéologie allemande* s'est déroulé en termes concrets au cours d'une période prolongée de développement de la lutte des classes sur le plan historique. Étant donné la période prolongée de la crise d'accumulation actuelle, il ne semble pas que la tendance actuelle de combativité ouvrière accrue soit susceptible de s'arrêter de sitôt. Elle indique un développement potentiel d'une grève de masse mondiale. Nous sommes d'accord pour dire que toute lutte économique est aussi une lutte politique. En tant que tel, nous sommes d'accord sur le fait qu'il est essentiel que nous, en tant que membres de l'avant-garde révolutionnaire consciente de la classe, jouions notre rôle historique en fournissant une direction politique dans les luttes émergentes de notre classe. Étant donné que la classe capitaliste ne peut résoudre sa crise actuelle que par

une Troisième Guerre mondiale, nous sommes également d'accord sur l'importance centrale de développer l'opposition prolétarienne à celle-ci en présentant la seule alternative à la volonté de guerre du capitalisme, la révolution.

En ce qui concerne les interventions au sein de la classe, nous avons apprécié vos clarifications, et nous sommes d'accord pour dire que celles-ci devraient se concentrer sur la généralisation des luttes et la rupture de leur isolement au sein des secteurs particuliers. Nous avons vu comment, même dans les événements récents, cela s'est produit dans la lutte des travailleurs de la santé dans laquelle nous sommes présents actuel-

lement et, plus largement, avec les tentatives des cheminots de passer à la grève aux États-Unis. Nous sommes également d'accord en ce qui concerne les efforts visant à étendre les revendications de certaines luttes de travailleurs par rapport à une évaluation de la relation immédiate des forces au sein de toute lutte de travailleurs donnée.

Compte tenu de tout cela, nous avons abandonné nos plans concernant la *Ligue de défense territoriale*. Après réflexion, nous avons en effet estimé que c'était trop schématique et que cela retombait dans nos erreurs passées, en essayant de générer une lutte de classe là où les conditions ne poussaient pas déjà les travailleurs vers une activité spontanée. Nous avons plutôt choisi de redoubler nos efforts au sein du comité *No War But Class War*. Notre correspondance nous a aidés à clarifier le contexte historique, à savoir comment l'action spontanée naît de la situation historique objective, quelles sont les possibilités d'interventions plus efficaces à l'avenir et quelle est la relation appropriée entre le parti et la classe.

(...) En outre, nous vous demandons

la permission de publier sur notre blog toutes les correspondances que nous avons eues jusqu'à présent, car nous espérons également mettre en pratique cet élément de la « méthode de parti » en ce qui concerne notre blog *Red Specter* et les discussions avec d'autres groupes de la Gauche communiste.

Red Specter Collective

« L'œuvre de propagande idéologique et de prosélytisme continuellement accomplie par le Parti est donc inséparable de l'action réelle et du mouvement prolétarien sous toutes ses formes. Ce serait une erreur banale de juger que la participation à la lutte pour des résultats contingents et limités entre en contradiction avec la préparation à la lutte révolutionnaire finale et générale. La seule existence de l'organisation unitaire du Parti, avec son indispensable clarté de programme et sa non moins indispensable solidité et discipline d'organisation, garantirait déjà par elle-même que, loin d'attribuer jamais aux revendications partielles la valeur d'une fin en soi, on considère la lutte pour les faire triompher comme un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire. »

Thèses de Rome, PC d'Italie,
1922

42 .
<https://www.marxists.org/francais/marx/works/1845/00/kmfe18450000d.htm>

Débat Interne au GIGC

Dans le numéro précédent de cette revue, nous avons publié la dernière partie, Capitalisme et démocratie (<http://igcl.org/Capitalisme-et-democratie>), de la série de contributions sur Communisme et communauté et Marxisme et connaissance dans RG #19 et 20. Elle a soulevé un certain nombre de critiques en notre sein qui furent présentées succinctement dans l'introduction faite par l'équipe de rédaction dans RG #21. Nous publions ici une réponse plus argumentée.

Critique de la contribution *Capitalisme et démocratie*

« J'ai vu une machine à Londres qui fabrique trois mille vis en une heure. Si seulement je pouvais la mettre en œuvre ici ! »

(Les Effinger, une saga berlinoise, Gabriele Tergit)

La contribution *Capitalisme et démocratie* contredit plusieurs points de la plateforme que nous venons d'adopter tout en remettant en cause des passages entiers du *Capital* de K. Marx et des acquis politiques de la Gauche communiste. L'erreur politique de base, sans doute due à l'approche initiale, réside dans le parallèle et le lien direct qu'elle fait entre le passage de la *domination formelle* à la *domination réelle* du capitalisme et le développement de la « démocratie ». Citons le passage le plus problématique :

« L'essor du capitalisme et l'essor de la démocratie bourgeoise sont indissociablement liés. (...) Il est important de distinguer deux phases distinctes dans l'histoire du capitalisme. La première phase, que Marx nomme la *domination formelle* du capital et qui inclut le processus d'accumulation primitive, désigne la phase où le capital émerge et dissout les anciens rapports sociaux traditionnels. Pour ce faire, le capitalisme prend nécessairement une forme plutôt autoritaire et peu démocratique. À titre d'exemple, on n'a qu'à citer le vote censitaire dans la plupart des jeunes démocraties d'occident aux 18^e et 19^e siècles ou encore l'établissement des *workhouses* anglaises de la même période. Mais même le goulag russe et le grand bond en avant chinois apparaissent eux aussi comme des formes toutes aussi autoritaires d'émergence d'un capital national. Entre l'accumulation primitive européenne et les régimes autoritaires du bloc de l'est au 20^e siècle, il y a en effet davantage une différence de forme, liée aux époques différentes, que de fond. Une fois que le capitalisme entre dans sa phase de domination réelle, (...) il peut lâcher du lest et devient ainsi de plus en plus libéral au sens moderne du terme. Si l'on reprend nos exemples cités plus haut, l'Angleterre est aujourd'hui bien plus démocratique qu'elle l'était durant le 18^e siècle. De même, la Russie et la Chine sont elles aussi bien plus démocratiques qu'elles l'étaient au milieu du 20^e siècle, malgré le fait que ce sont des régimes qui sont jugés en occident comme étant non démocratiques. »

Résumons le propos. La phase de domination formelle correspondrait à une forme « autoritaire et peu démocratique » de l'État capitaliste comme l'attestent l'exemple

du Royaume Uni au 18^e siècle et « le vote censitaire dans la plupart des jeunes démocraties aux 18^e et 19^e siècles » ; mais aussi le goulag russe ou encore le grand bond en avant maoïste en Chine, le premier dans les années 1930 et le second 1950. Autrement dit, le passage d'une forme de domination à l'autre aurait eu lieu au 19^e siècle pour l'Angleterre et au 20^e pour la Russie et la Chine. De plus, il n'y aurait qu'une différence de forme entre l'accumulation primitive en Europe, qui « appartient à l'âge préhistorique du monde bourgeois »⁴³ selon K. Marx, et les dictatures staliniennes en Russie et en Chine du 20^e siècle. Enfin, plus le capital se développe et plus il pourrait « lâcher du lest [et son appareil politique devenir] de plus en plus libéral au sens moderne du terme » au point que l'Angleterre serait aujourd'hui, selon la contribution, bien plus démocratique de nos jours qu'alors.

Dans *Le capital*, tout comme dans le *Chapitre inédit du Capital*⁴⁴, K. Marx explique que la domination formelle du capitalisme correspond à l'extraction de la plus-value absolue et au procès de travail lié à la manufacture en opposition à la fabrique, puis à la grande industrie ; ces dernières correspondant à l'extraction de la plus-value relative et à la domination réelle. « Cette espèce de coopération, qui a pour base la division du travail, revêt dans la manufacture sa forme classique et prédominante proprement dite, qui dure environ depuis la moitié du XVI^e jusqu'au dernier tiers du XVIII^e siècle. »⁴⁵ Autrement dit, selon Marx, le passage de la domination formelle à la domination réelle se fait jour à la fin du 18^e et au début du 19^e siècle. « À mesure que, dans un premier tiers du 19^e siècle, elle [la grande industrie] s'accrut, le machinisme s'empara peu à

43 . *Le Capital*, livre premier, chap. XXVI, Le secret de l'accumulation primitive.

44 . Manuscrits découverts dans les années 1930 et traduits dans les différentes langues occidentales qu'à la fin des années 1960.

45 . *Le Capital*, livre premier, IV^e section, la production de la plus-value relative, chap.XIV, Division du travail et manufacture, 1. Double origine de la manufacture, Éditions sociales.

peu de la fabrication de la machine-outil. »⁴⁶ De même, depuis longtemps, la Gauche communiste a révélé que feu l'URSS et la Chine dite *Populaire* n'étaient que des formes particulières de la tendance universelle au capitalisme d'État, lui-même étant « avant tout une réponse **politique** contre le prolétariat et pour les besoins de la guerre impérialiste » selon notre plateforme ; et donc n'ayant rien à voir avec le passage à la domination réelle ou encore moins avec l'accumulation primitive du capital. Enfin, « la vieille démocratie, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise et le parlementarisme » selon Lénine⁴⁷ fut loin de se renforcer avec l'apogée du capitalisme, puis sa phase de déclin historique et le développement du capitalisme d'État, y compris dans les pays historiques du capitalisme dits démocratiques. Au contraire, elle s'est avérée devenir toujours plus autoritaire et totalitaire au point que dès 1920, l'Internationale communiste affirmait que « le centre de gravité de la vie politique est sorti complètement et définitivement du Parlement. »

Domination formelle et réelle selon le groupe moderniste *Invariance*

Pour quiconque a lu, ou jette un œil, à la revue *Invariance*⁴⁸ des années 1960-1970, le parallèle entre sa théorisation de la *domination formelle et réelle* du capitalisme et la démarche de la contribution *Capitalisme et démocratie* est frappante. La différence étant que la première va beaucoup plus loin dans les implications politiques. Arrêtons-nous y un moment.

Que dit *Invariance* ? Dans ses *Thèses de travail*⁴⁹ de 1969 sur *La révolution communiste*, *Invariance* se fonde sur la distinction entre les deux phases de domination formelle et réelle pour établir le passage de l'une à l'autre au 20^e siècle : « durant la période qui va de 1870 à 1914 (...) le capitalisme s'étend à toute la planète, mais c'est la plupart du temps une simple domination formelle. (...) Lorsque éclate la guerre de 1914, s'ouvre une période de crise profonde pour le mode de production capitaliste. C'est celle de sa métamorphose, de sa forme de domination formelle à celle réelle. » Cette métamorphose s'étend jusqu'à 1945 : « C'est seulement en assurant de façon absolue sa domination sur le prolétariat que le capitalisme atteint sa domination réelle.

46 . Op. Cit, chap. XV, Le machinisme et la grande industrie, I. Le développement des machines et de la production mécanique.

47 . Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne, 1919, 1^{er} Congrès de l'Internationale Communiste.

48 . « *Invariance* est une revue française à la parution irrégulière et un groupe militant du même nom fondée par Jacques Camatte en 1968, à la suite de sa rupture avec le Parti communiste international dont il jugeait les positions trop activistes. (...) *Invariance* s'éloigne peu à peu de cette tradition pour finalement rompre avec le marxisme et développer des thèmes proches de l'anarcho-primitivisme. » (Wikipedia)

49 . Nous nous rapportons à la partie 4, le développement du capitalisme, de ces thèses extrêmement longues (<https://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/revolutioncommuniste.html>).

C'est ce qui s'est produit au cours des deux guerres mondiales. » Nous sommes donc loin, très loin, de ce que défend *Le capital*. Et près, très près, de ce que avance la contribution *Capitalisme et démocratie*.

En fait, *Invariance* fait un tour de passe-passe en reprenant des concepts utilisés dans *Le capital* tout en y substituant un autre contenu théorique et historique. *Le capital* se contente d'étudier le procès du mode de production capitaliste et, dans la distinction domination formelle-domination réelle, le procès technique du travail qui permet de comprendre la différence entre extraction de la plus-value absolue et de la plus-value relative et comment la productivité du travail va exploser avec la grande industrie jusqu'à nos jours, rendant ainsi la société communiste non seulement possible mais aussi indispensable. « *Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux, qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes...* » Marx souligne-t-il dans la Préface de la première édition pour décrire son travail. Pour sa part, *Invariance* étend « *la domination réelle du capital (...)* à *la subordination de toutes les composantes sociales ou politiques au capital* », celle-ci se réalisant « *sur la société* » au plan « *plus ou moins complet des antagonismes sociaux* » ; contrairement au *Capital* donc. Ce faisant, elle réduit tous les phénomènes plus ou moins liés au développement du capitalisme d'État depuis 1914 pour les besoins de la guerre mondiale au passage de la *domination formelle à réelle* du capitalisme. Or, la guerre impérialiste généralisée est l'expression la plus haute de la crise économique dans la période dite de déclin ou décadence du capitalisme et de son impasse historique. Elle n'exprime en rien une quelconque période encore *progressiste* ou *historiquement nécessaire* du capitalisme tel que le serait, et le fut en son temps, le passage à la *domination réelle* du capitalisme.

« *Dans le problème du développement du capitalisme, le passage de la manufacture à la fabrique a donc une importance toute particulière. Si on confond ces deux stades, on perd toute possibilité de comprendre la transformation progressiste du capitalisme.* »⁵⁰

Et c'est là précisément, sur le plan politique, où le révisionisme moderniste d'*Invariance* tombe le masque *politique*. Le passage de la domination formelle à la « *domination réelle sur la société* » sert de justification théorique pour octroyer un caractère progressiste au grand bond en avant chinois de Mao Tse Toung et au... stalinisme et au fascisme : « *le fascisme, le nazisme, le new-deal, le franquisme, le salazarisme, ainsi que le stalinisme ont un rôle fondamental dans l'instauration de la domination réelle du capital sur la société.* » ; ou encore « *la crise de 1913 était liée à la transformation du capital, à son passage - à l'échelle sociale - de la domination formelle à la*

50 . Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, chap. VII, I. Notion scientifique de fabrique... Éditions sociales.

domination réelle ; la forme politique de cette dernière étant le fascisme. »⁵¹ Fascisme, nazisme, new-deal américain et stalinisme ne sont plus des expressions et acteurs divers – tous contre-révolutionnaires – de la tendance universelle au capitalisme d'État pour les besoins de la guerre impérialiste généralisée, et contre le prolétariat révolutionnaire ; mais des expressions et acteurs du passage progressiste vers la domination réelle du capital. De là à les soutenir car progressistes, il n'y a qu'une porte à franchir et qu'*Invariance* a laissée grande ouverte. Et qu'elle franchit allégrement, du moins dans le soutien aux luttes de libération nationale : « Après 1945 (...) ce fut la lutte grandiose des peuples dits de couleur contre le capitalisme occidental. (...) On eut donc d'abord la grande vague révolutionnaire en Asie, puis en Afrique. » (Thèses de travail)

Au final, *Invariance* a le « mérite » de ne pas nier qu'elle remet ouvertement en question Marx qui « n'a pas produit une explication de la domination réelle. »⁵² Au moins, c'est clair pour tous.

Domination formelle et réelle selon *Le capital*

Dans le cadre de notre critique, nous ne pouvons pas effectuer une présentation *a minima* de la description que K. Marx réalise dans *Le capital* sur le passage de la manufacture à la fabrique, puis à la grande industrie⁵³. Nous voulons juste insister ici sur les révolutions dans le procès technique du travail qui s'opèrent avec l'introduction de la machine-outil, et donc le développement de la fabrique puis de la grande industrie, afin d'appréhender si le processus menant au passage de la domination formelle à la domination réelle doit nécessairement se répéter à l'identique et de manière autonome selon les pays en fonction de leur accession à l'État-nation et à la démocratie bourgeoise parlementaire qui classiquement l'accompagne. C'est ce que *Invariance* et la contribution *Capitalisme et démocratie* avancent en présentant le stalinisme en Russie des années 1930 et le *grand bond en avant* en Chine comme des moments du passage à la domination réelle du capital.

Comme nous l'avons déjà mentionné, K. Marx se « contente » – si l'on peut dire – de faire « l'analyse du

procès de production dans ses phases particulières »⁵⁴, son procès technique. Dans la manufacture, « le métier [du travailleur indépendant, de l'artisan] reste toujours la base. (...) L'habileté du métier reste le fondement de la manufacture. » L'outil y reste au service du travailleur alors que c'est le travailleur qui se met au service de la machine dans la grande industrie qui, au moyen de la machine-outil, révolutionne le procès technique du travail. « La vapeur et la machine révolutionnèrent la production industrielle. La grande industrie moderne supplantait la manufacture. » (*Manifeste communiste*) Dès lors, « le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la production de la plus-value relative au moyen du développement accéléré du système mécanique. »⁵⁵

Dans la mesure où *Le capital* ne mentionne le passage d'une domination à l'autre que dans l'Europe occidentale et ne fournit d'exemples quasi exclusivement qu'à partir de l'Angleterre, il est tentant de croire que le passage de la manufacture à la grande industrie dans la première moitié du 19^e siècle ne concerne que celle-ci, voire une partie de l'Europe occidentale là où la bourgeoisie révolutionnaire aurait réussi à créer l'État-nation et donc un marché national contre la résistance et l'opposition de l'aristocratie féodale. Les nouvelles nations capitalistes constituées postérieurement auraient dû alors parcourir à leur tour le même processus successif de « travail à domicile-manufacture-fabrique-grande industrie ». Ce schéma mécanique, non dialectique, est déjà démenti par les cas particuliers de l'Allemagne et de l'Italie dont la constitution en État-nation, accompagnée de régimes démocratiques parlementaires bien qu'à leur tête se trouva un empereur et un roi, date de 1870. « Les formes sous lesquelles apparaîtra l'industrie italienne sont du grand monopole ; les perfectionnements qui avaient demandé de longues années dans les autres pays se transplanteront directement en Italie. »⁵⁶ Autrement dit, le développement du capitalisme industriel en Italie se fait directement à partir du procès moderne de travail, de la grande industrie, par l'introduction de la machine-outil existant sur le marché universel. La domination réelle du capital et l'extraction de la plus-value relative sont déjà une réalité en Italie, même si manufactures et domination formelle restent encore très répandues dans le pays.⁵⁷ Si l'on reste fidèle à la dé-

51 . *Invariance*, Perspectives, <https://revueinvariance.pagesperso-orange.fr/perspectives1.html>

52 . Nous ne pouvons pas mentionner ici l'ensemble des positions dites *modernistes* de ce groupe prétendant au dépassement de Marx et à la disparition du prolétariat faisant que « dans la mesure où l'on ne peut plus parler de classe, il n'est plus possible de parler de parti même dans son sens historique. Il est important de mettre au premier plan la communauté. Les partis deviennent des rackets. »

53 . Nous renvoyons nos lecteurs et les camarades à la lecture des 4^e et 5^e sections du livre 1 du *Capital*, « La production de la plus-value relative » et « Nouvelles recherches sur la production de plus-value », Éditions sociales ; ou encore tout simplement au... *Manifeste du parti communiste* qui, dès 1847, traite déjà au passé du passage de la manufacture et à la grande industrie.

54 . *op.cit.*, ch. XIV, La double origine de la manufacture, I. La double origine de la manufacture.

55 . *op.cit.*, ch. XV, L'intensification du travail.

56 . *Bilan* #20, Rapport sur la situation en Italie, 1935, Fraction de gauche du PC d'Italie.

57 . L'avènement de la domination réelle et de la plus-value relative n'est pas contredit par le maintien de formes de domination formelle et de plus-value absolue. « Si l'on considère à part chacune des formes de plus-value, absolue et relative, celle de la plus-value absolue précède toujours celle de la plus-value relative. Mais à ces deux formes de plus-value correspondent deux formes distinctes de soumission du travail au capital ou deux formes distinctes de production capitaliste, dont la première ouvre toujours la voie à la

finition de la domination formelle et réelle du capitalisme avancée dans *Le capital* qui se limite au procès de travail, en opposition à celle d'*Invariance* qui s'étend « sur toute la société », alors il est clair que le développement capitaliste de la Chine se fait d'emblée dans les mêmes conditions, celles de la grande industrie et du procès de travail qui l'accompagne. En Chine, « après la révolution de 1911, le mouvement syndical se développa rapidement. À côté des anciennes guildes qui groupaient des artisans et des apprentis, on constitua, dans certains centres industriels, les premiers syndicats ouvriers. Mais ce fut surtout la guerre mondiale qui, avec la diminution des importations, provoqua le développement de l'industrie indigène et, en conséquence, un accroissement de la classe ouvrière. »⁵⁸

Domination formelle et réelle en Russie selon Lénine

Pour *Invariance*, « il s'agissait à l'époque de Lénine [en 1916 lorsqu'il publie *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*] du passage à la domination réelle du capital » en Russie. Dans *Le développement du capitalisme en Russie*, rédigé en 1899, Lénine réussit avec brio à déclinier les enseignements du capital sur le passage de la domination formelle à la domination réelle du capital au développement du capitalisme en Russie.

« Tant que le capitalisme n'avait pas organisé en Russie la grande industrie mécanique, on observait une stagnation presque complète de la technique et on l'observe encore dans les branches industrielles que la grande industrie n'a pas encore atteinte : les métiers, les moulins à vent et à eau qui sont utilisés sont identiques à ceux que l'on utilisait un siècle auparavant. Dans les branches d'industrie soumises à la fabrique, par contre, on observe une révolution technique complète et un progrès extrêmement rapide du mode de production mécanique. »⁵⁹

Il y repousse déjà la thèse qui deviendra par la suite celle des mencheviques et de Plekhanov en particulier, selon laquelle le prolétariat en Russie ne peut qu'ap-

seconde, bien que cette dernière, qui est la plus développée des deux, puisse ensuite constituer à son tour la, base pour l'introduction de la première dans de nouvelles branches de production » (« Chapitre inédit ») Encore aujourd'hui, en particulier dans l'industrie du luxe qui fait appel au vieux métiers de l'artisanat traditionnel, on peut encore parler de plus-value absolue, comme dans le cas des couturières des grandes maisons de la mode ou encore de métiers tels les tailleurs de pierre pour la rénovation des châteaux ou vieilles demeures.

58 . Bilan #9, La Chine soviétique, 1934. Le Manifeste est déjà clair aussi sur cette question dès 1847 : « par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie (...) a enlevé à l'industrie sa base nationale. (...) Les vieilles industries nationales ont été détruites et (...) sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées. (...) Le bon marché de ses produits est la grosse artillerie qui bat en brèche toutes les murailles de Chine... »

59 . Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, ch. VII, Le développement de la grande industrie mécanique, Éditions sociales.

puyer la bourgeoisie pour les besoins de la révolution bourgeoise. Mais surtout, il y affirme que le passage à la grande industrie s'est déjà accomplie en Russie malgré le retard historique du capitalisme russe :

« Ce tableau montre clairement que la circulation des marchandises et, par conséquent, la production marchande se sont solidement implantées en Russie. La Russie est donc un pays capitaliste. Mais d'autre part, il apparaît clairement qu'au point de vue économique, elle est encore très en retard par rapport aux autres pays capitalistes. (...) Seule la grande industrie mécanique amène une séparation complète de l'industrie et de l'agriculture. Les données russes viennent entièrement confirmer cette thèse [nous soulignons] que l'auteur du Capital avait établie pour d'autres pays et qu'en règle générale les économistes populistes ignorent. »⁶⁰

Il en résulte que, selon Lénine lui-même, la Russie est un pays capitaliste à part entière, ce qui n'enlève rien à son retard historique, où la grande industrie est déterminante, même si « minoritaire », et la domination réelle du capital déjà accomplie plusieurs décennies avant la révolution russe et les années 1930 ; là même où *Capitalisme et démocratie* fixe « l'émergence du capital national » russe.

Domination réelle du capital et « démocratie »

La contribution *Capitalisme et démocratie* diffère sur un point avec les thèses d'*Invariance* : sur la question de la démocratie. En effet, et contrairement à cette dernière, elle avance qu'avec la domination réelle définitivement établie, le capitalisme « peut lâcher du lest et devient ainsi de plus en plus libéral au sens moderne du terme » au point que « l'Angleterre est aujourd'hui bien plus démocratique qu'elle l'était durant le 18^e siècle. » Nous avons vu que domination réelle du capitalisme et développement de la « démocratie bourgeoise » n'étaient pas directement liés, l'un ne déterminant pas automatiquement l'autre. En ce sens, si l'hypothèse d'une démocratie bourgeoise plus aboutie était valable pour l'Angleterre d'aujourd'hui, elle n'aurait rien à voir avec un phénomène, le passage à la domination réelle, qui date de presque deux siècles maintenant dans ce cas. Mais pour autant, est-ce que la démocratie bourgeoise est plus effective, « moins autoritaire » pour reprendre les termes utilisés, aujourd'hui que dans le passé, qu'au 19^e siècle ? Cette position contredit ouvertement le point de notre plateforme sur *La mystification parlementaire et électorale* :

« Avec l'entrée du système dans sa phase de domination croissante du capitalisme d'État pour les besoins de la guerre impérialiste généralisée, le Parlement cesse d'être un organe au sein duquel les différentes fractions bourgeoises débattent et règlent leur différends ce qui pouvait y laisser une place et un espace aux autres classes. Avec la guerre impérialiste et face à la menace révolutionnaire du prolétariat, l'exécutif prend définitivement le pas sur le législatif, les gouverne-

60 . idem.

ments sur les parlements qui ne sont plus que des chambres d'enregistrement des décisions gouvernementales. »

Outre cette contradiction avec notre plateforme qu'il conviendrait d'argumenter, le texte souffre de son approche initiale. Il aborde la question de la démocratie en soi. Le premier paragraphe revendique même explicitement cette approche méthodologique abstraite : « nous tenterons dans cette contribution d'analyser la démocratie en soi, sans autre adjectif. » Le rajout, souvent, pas

toujours, du qualificatif classiste *bourgeoise* à *démocratie* ne réussit pas à modifier l'angle adopté dès le départ et de la méthode qu'elle induit. D'où par exemple, des formules à la fois a-classistes et a-historiques sur la « démocratie » présentée à plusieurs reprises comme uniquement conservatrice ou encore seulement et uniquement garante de l'ordre social : « la démocratie est la forme politique par excellence de la conservation sociale », « le dynamisme de la démocratie vise avant tout à la conservation sociopolitique (...) au maintien du strict statu quo politique »... Si tel est le cas, on ne comprend pas pourquoi aussi bien Marx que Lénine, pour ne citer que ces deux, appuyaient mouvement et même « révolution » démocratiques, en particulier en Allemagne et en Russie, y compris contre la bourgeoisie lorsqu'elle était incapable d'en

prendre la tête et d'assumer ce combat : « le prolétariat doit faire jusqu'au bout la révolution démocratique, en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie. »⁶¹

Historiquement, l'avènement de la démocratie bourgeoise n'était pas directement et mécaniquement lié au développement économique du capital national. Il était le produit... de la lutte des classes, elle-même déterminée **en dernière instance** par le développement du capitalisme. Il résultait de la capacité, ou non, de la bourgeoisie à mener de manière suffisamment déterminée et audacieuse sa propre lutte de classe contre les restes du féodalisme et pour l'établissement d'un appareil d'État bourgeois, dont la démocratie et le parlement en particulier sont les attributs classiques. Ceux-ci étaient les outils les plus appropriés pour que la bourgeoisie puisse gérer et régler ses différents, principalement entre ses fractions commerciale, industrielle

et financière. Le fait que le suffrage n'était pas universel, restait censitaire, ne change rien au degré de « démocratie » pour la bourgeoisie elle-même. Or en argumentant sur ce point pour illustrer que *l'Angleterre est plus démocratique aujourd'hui qu'aux débuts du 20^e siècle*, la contribution se base sur le fait que le vote est aujourd'hui universel. Elle est ainsi victime de la mystification démocratique du capitalisme de la décadence. Le fait que le vote soit universel aujourd'hui ne renforce pas le caractère *plus démocratique ou libéral* de l'État capitaliste, mais au contraire le caractère mystificateur devenu dominant du parlement et des élections contre le prolétariat.

Au final, au-delà du flirt avec les sirènes modernistes d'*Invariance*, la contribution fragilise, pour le moins, la cohérence d'ensemble de notre plateforme et le fondement théorique de la plupart des *frontières de classe* qui y sont exposées : le capitalisme d'État, expression de la décadence capitaliste, le caractère contre-révolutionnaire du stalinisme et des luttes de libération nationale ; voire, au nom du caractère progressiste du passage à la domination réelle, le caractère tout aussi contre-révolutionnaire du frontisme avec des forces politiques bourgeoises ; et notre position sur les élections et le Parlement. En particulier, le point sur *Les conditions de la lutte prolétarienne face au capita-*

lisme d'État, basé précisément sur le développement du capitalisme d'État – et non sur le passage à la *domination réelle* réalisée « au dernier tiers du 18^e siècle » – voit son fondement théorique et de principe sérieusement affaibli, au risque de ne plus être qu'une déclaration d'intention abstraite et de briser l'unité indispensable entre théorie, principes et tactique.

RL, juillet 2022



Commande à
intleftcom@gmail.com
 4 dollars/3 euros + frais
 d'envoi

61 . Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, 1905.

• La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec)

- Le Port de Tête 262, avenue du Mont-Royal Est, Montréal H2T 1P5
- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie

- Gondolkodo Logodi utca, 51 H-Budapest-1012

Royaume-Uni

- Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

Canada (Colombie-Britannique)

- Spartacus Books, 101-1983 Commercial Drive, Vancouver, V5N 4A8

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #21 (Juin 2022)

Le prolétariat peut-il entraver la marche à la guerre généralisée ?

Le camp prolétarien et le danger de la guerre impérialiste généralisée

Appel de la Tendance communiste internationaliste à la formation de comités « non à la guerre, oui à la guerre de classe »

Thèses sur la signification de la guerre en Ukraine

Lettre et commentaires critiques de la TCI sur les thèses

Contribution : capitalisme et démocratie bourgeoise

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la *grève*

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'ex-URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chavez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcellaires*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.